



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 16 MARS 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 16th, 1946

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 50568. Dame Élise Hustis de Québec, épouse de Wilfrid Brodriquer agent d'assurance du même lieu, demanderesse, vs ledit Wilfrid Brodriquer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28ième jour de février 1946.

Québec 12 mars 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,

13022-o FOURNIER & DESILETS.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 858

Québec, le 9 mars 1946.

PRESENT : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une modification du règlement de prélèvement du Comité paritaire des barbiers

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 50568. Dame Élise Hustis, of Quebec, wife of Wilfrid Brodriquer, insurance agent, of the same place, plaintiff: vs the said Wilfrid Brodriquer, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 28th day of February, 1946.

Québec, March 12th, 1946.

FOURNIER & DESILETS,

13022 Attorneys for the plaintiff.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 858

Québec, March 9th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the levy by-law of the Barbers' and Hairdressers' Parity Com-

et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe.

mittee, jurisdiction of St. Hyacinthe.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4224 du 4 octobre 1945, soit modifié de la façon suivante :

Les mots "\$15.00 dans la zone IV", mentionnés au paragraphe "b" de la section intitulée "Cotisation", sont remplacés par les mots "\$19.00 dans la zone IV".

A. MORISSET,
13033-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 865

Québec, le 9 mars 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 102 du 11 janvier 1945, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec ;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 12 janvier 1946 ;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation ;

ATTENDU QUE le Conseil régional du Travail a approuvé les modifications proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 19 février 1946 ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

QUE ledit décret numéro 102 soit modifié de la façon suivante :

1° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant :

"a.— Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacune des catégories de salariés ci-contre :

Catégories	Salaires horaires
Menuisier-d'atelier-à-l'établi.	\$0.70
Menuisier-d'atelier-sur-machine.	0.65
Menuisier : compagnon junior (un an).	0.58
Mécaniciens de machines fixes (maximum de 72 heures par semaine).	0.55
Machiniste.	0.63
Manœuvre ou journalier.	0.50
Préposé aux machines : 1er semestre.	0.50
Préposé aux machines : après le 1er semestre.	0.55
Aide-préposé aux machines : moins de 18 ans.	0.25
Aide-préposé aux machines : 18 ans et plus.	0.40
Expéditeur et receveur.	0.55
Conducteur de tracteur.	0.53
Camionneur.	0.53
Charretier.	0.50

2° L'article IX est radié.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the levy by-law of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee, jurisdiction of St. Hyacinthe, approved by Order in Council number 4224, of October 4th, 1945, be amended as follows :

The words "\$15.00 in zone IV", mentioned in paragraph "b" of the part headed "Assessments", are replaced by the words "\$19.00 in zone IV".

A. MORISSET,
13033-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 865

Quebec, March 9th, 1946.

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the decree relating to the wrought wood industry in Quebec

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 102, of January 11th, 1945, relating to the wrought wood industry in Quebec district ;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette of January 12th, 1946 ;

WHEREAS no objection has been made against its approval ;

WHEREAS the Regional War Labour Board has approved the amendments contained in the said request by a decision taken at its meeting of February 19th, 1946 ;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 102, be amended as follows :

1o. Subsection "a" of section IV is replaced by the following :

"a.— The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the categories of employees mentioned hereinunder :

Catégories	Hourly Rates
Bench joiner in the shop.	\$0.70
Machine joiners in the shop.	0.65
Junior journeyman-joiner (one year).	0.60
Stationary enginemen, Maximum of 72 hours per week.	0.55
Machinists.	0.63
Common labourers.	0.50
Machine operators : first six months.	0.50
Machine operators : after six months.	0.55
Machine operators' helpers : under 18 years of age.	0.25
Machine operators' helpers : 18 years of age and older.	0.40
Shipper and receiver.	0.55
Tractor operator.	0.53
Truck driver.	0.53
Carter.	0.50

2o. Section IX is stricken off.

A. MORISSET,
13034-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 866

Québec, le 9 mars 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'Industrie de la Boîte de Carton gaufré de Québec a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 561 du 11 mars 1942 et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec ;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 décembre 1945 ;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation ;

ATTENDU QUE le Conseil régional du Travail a approuvé les modifications proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 19 février 1946 ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

QUE ledit décret numéro 561 soit modifié de la façon suivante :

1° Le paragraphe "a" de l'article II est modifié comme suit :

Les taux horaires minima de "0.32" et "0.42", payables au "mécanicien" — Machine à appliquer la toile gommée, sont remplacés par les taux de "0.42" et "0.47" respectivement.

Les taux horaires minima de "0.32" et "0.37", payables au "piqueur" — Machine à piquer, sont remplacés par les taux de "0.42" et "0.47" respectivement.

2° Le paragraphe "c" de l'article II est modifié comme suit :

Le taux horaire maximum de "0.52" payable au "mécanicien" — Machine à appliquer la toile gommée, est remplacé par le taux de "0.57".

Le taux horaire maximum de "0.47" payable au "piqueur" — machine à piquer, est remplacé par le taux de "0.57".

A. MORISSET,

13035-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 867

Québec, le 9 mars 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une nouvelle prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

QUE le décret numéro 398 du 5 février 1944 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 1er mai 1946.

A. MORISSET,

13036-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 866

Quebec, March 9th, 1946

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 351, of March 11th, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec ;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of December 7th, 1945 ;

WHEREAS no objection has been made against its approval ;

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the amendments contained in the said request by a decision taken at its meeting of February 19th, 1946 ;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the said decree, number 561, be amended as follows :

1° Subsection "a" of section II is amended as follows :

The minimum hourly rates of "0.32" and "0.42", payable to the taping machine operator, are replaced by the rates of "0.42" and "0.47".

The minimum hourly rates of "0.32" and "0.37", payable to the stitching machine operator, are replaced by the rates of "0.42" and "0.47".

2° Subsection "c" of section II is amended as follows :

The maximum hourly rate of "0.52", payable to the taping machine operator, is replaced by the rate of "0.57".

The maximum hourly rate of "0.47", payable to the stitching machine operator, is replaced by the rate of "0.57".

A. MORISSET,

13035-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 867

Quebec, March 9th, 1946

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING a further extension of the decree relating to the construction industry and trades in Montreal district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the decree number 398, of February 5th, 1944, and amendments, relating to the construction industry and trades in Montreal district, be again extended until May 1st, 1946.

A. MORISSET,

13036-o Clerk of the Executive Council.

Assemblée

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquière pour élire les directeurs et pour traiter de toute autre affaire qui pourra être portée à l'attention de l'assemblée aura lieu au siège social de la compagnie, 1700 Édifice Sun Life, à Montréal, Qué., Canada, le mardi, 23ième jour du mois d'avril, 1946, à trois heures de l'après-midi.

L'Assistant-Secrétaire,

13001-11-2-o

PAUL LEMAN.

Meeting

Notice is hereby given that the Annual Meeting of the Shareholders of The Alma & Jonquière Railway Company for the election of Directors and the transaction of such other business as may properly come before the meeting will be held at the Head Office of the Company, 1700 Sun Life Building, Montreal, Que., Canada, on Tuesday, the 23rd day of April, 1946, at three o'clock in the afternoon.

PAUL LEMAN,

Assistant Secretary.

13001-11-2-o

Avis divers

"Avis est, par les présentes, donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, comté de Champlain, que le Lieutenant-Gouverneur a approuvé, en date du 21 février 1946, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement de nom de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville en celui de "Municipalité de la Paroisse d'Almaville".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code Municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Almaville en Haut, ce quatrième jour de mars 1946.

Le Maire,

ERNEST MORAND.

Le secrétaire-trésorier,

BRUNO SIGMEN.

13008-o

Miscellaneous Notices

"Notice is hereby given by the mayor and the secretary-treasurer of the municipality of Notre-Dame de la Présentation of Almaville, county of Champlain, that the Lieutenant-Governor has approved, under date the 21st of February 1946, following a report from the Committee of the Honourable Executive Council, the change of the Municipality of Notre-Dame de la Présentation of Almaville to that of Municipalité de la Paroisse d'Almaville".

In conformity with the provisions of the Municipal Code, this change of name comes into force as from the date of the publication of the present notice is the Quebec Official Gazette.

Upper Almaville, March 4th 1946.

ERNEST MORAND,

Mayor.

BRUNO SIGMEN,

Secretary-Treasurer.

13008-o

AVIS DE RACHAT

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE "ST-DENIS DE LA RIVIÈRE CHAMBLY"

Avis public est par les présentes donné, suivant les termes du règlement N° 107 du conseil de la dite paroisse et amendement — que les obligations suivantes — datées du 1er novembre 1943 — portant intérêt au taux de 3% l'an — émises en vertu du dit règlement et non encore échues — seront rachetées au pair le 1er mai 1946 — date à laquelle ces obligations cesseront de porter intérêt, savoir: Dénominations de \$500. — Nos. 58, 59, 60, 73, 74, 75, 88, 89, 90, 103, 104, 105, 118, 119, 120, —

Les détenteurs des dites obligations sont donc requis de présenter leurs titres le ou après le 1er mai 1946 — aux bureaux de la Banque Provinciale — ou de la Caisse Populaire, à St-Denis, où ils seront payés;

Donné à St-Denis, ce 5 mars 1946.

Copie conforme.

Le Secrétaire-trésorier,

ALPHONSE MEUNIER.

13009-o

NOTICE OF REDEMPTION

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF "ST. DENIS DE LA RIVIÈRE CHAMBLY"

Public Notice is hereby given under the terms of By-law No. 107 of the Council of the Parish of St. Denis-de la Rivière Chamblay — and amendment — that the following bonds dated November 1st — 1943 — bearing interest at 3% per annum — issued under said by-law and not yet matured, will be redeemed at par on the 1st of May 1946 — date whereon the said bonds shall cease to bear interest namely: Denominations — of \$500: — Nos. 58, 59, 60, 73, 74, 75, 88, 89, 90, 103, 104, 105, 118, 119, 120 —

The holders of said bonds are thus called upon to present their titles on or after May — 1st — 1946 — at the offices of the Provincial Bank or "La Caisse Populaire" at St. Denis — where said bonds will be paid.

Given at St. Denis, this 5th day of March 1946.

A true Copy.

ALPHONSE MEUNIER,

Secretary-Treasurer.

13009-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André-de-Matapédia", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André-de-Matapédia" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral inter-

de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-André-de-Matapédia, district de Bonaventure.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13019-o JEAN BRUCHÉSI.

HOME INDUSTRIES LTD.

Règlement "B"

Un règlement pour autoriser la distribution de l'actif de la compagnie.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1. L'actif de la compagnie sera distribué au prorata entre ses actionnaires conformément à leurs droits respectifs ou suivant les directives de distribution données à la compagnie par tous les actionnaires.

2. Aucun deux officiers ou directeurs de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés à signer, exécuter et délivrer et apposer le sceau de la compagnie en faveur et au nom de la compagnie à tous tels actes, conventions, documents, instruments et écritures et faire et exécuter ou voir à ce que tous tels actes et choses soient faits et exécuter comme ils peuvent, à leur discrétion, considérer convenables aux fins d'exécuter et donner effet à la distribution de son actif entre ses actionnaires conformément aux dispositions précédentes de ce règlement.

Copie conforme certifiée du règlement "B" adopté par les directeurs de la compagnie Home Industries Ltd. à leur assemblée tenue le 7 mars 1946 et sanctionnée, approuvée et confirmée unanimement par tous les votes donnés à l'assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée pour le considérer et tenue le même jour.

Montréal, P. Q., 7 mars 1946.

(Sceau)

Le Président,
H. W. JACKSON.
Le Secrétaire,
W. P. CREAGH.

13016

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de Pariseau Frères Limitée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13023-o JEAN BRUCHÉSI.

EASTERN HAIR LIMITED
(Règlement No (3) (a) (I))

"Le nombre des directeurs de la compagnie Eastern Hair Limited sera augmenté de trois à quatre directeurs."

Certifié sous le sceau corporatif de la compagnie comme étant une vraie copie du règlement No (3) (3) (I).

Le Secrétaire,
13027 HEDWIG WYLER.

rests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 5th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-André-de-Matapédia, district of Bonaventure.

JEAN BRUCHÉSI,
13019 Under Secretary of the Province.

HOME INDUSTRIES LTD.

"By-Law "B"

A by-law to authorize the distribution of the Company's assets.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The assets of the Company shall be distributed rateably amongst its Shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the Company by all the Shareholders.

2. Any two officers or directors of the Company are hereby authorized and directed for and on behalf and in the name of the Company to sign, execute and deliver, and affix the seal of the Company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its Shareholders in accordance with the foregoing provisions of this by-law."

Certified to be a true copy of By-law "B" adopted by the Directors of Home Industries Ltd. at their meeting held on March 7th, 1946, and sanctioned, approved and confirmed unanimously by all the votes cast at the Special General Meeting of Shareholders of said Company called for considering the same and held on the same day.

Montreal, P. Q., March 7th, 1946.

(Seal)

H. W. JACKSON,
President.
W. P. CREAGH,
Secretary.

13016-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de Pariseau Frères Limitée" for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 8th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
13023 Under Secretary of the Province.

"EASTERN HAIR LIMITED"
By-law No. (3) (a) (I)

"The number of Directors of Eastern Hair Limited, shall be increased from three to four Directors."

Certified under the Corporate Seal of the Company to be a true copy of By-Law No. (3) (a) (I).

HEDWIG WYLER,
13027-o Secretary.

AVIS

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 10 janvier 1946, les règlements comprenant les articles 1 à 10 inclusivement, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 30 novembre 1943 et modifiés à l'assemblée générale tenue le 22 novembre 1945, du "Collège Marie de France", ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 janvier 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13024-o JEAN BRUCHÉSI.

"COLLÈGE MARIE DE FRANCE"

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus mentionnée, tels que modifiés à l'assemblée générale des membres tenue le 22 novembre 1945, et approuvés par arrêté ministériel en date du 10 janvier 1946, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à huit :

"4.—Conseil d'administration. a) Le conseil d'administration se compose de huit administrateurs, choisis parmi les membres actifs et les membres honoraires, et tous élus à l'assemblée générale annuelle par la majorité des membres présents. Il doit comprendre la Directrice générale du Collège, et si possible un représentant de la France."

13025-o Le Secrétaire,
BENOIT BROUILLETTE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Shipton-Kingsey", en date du 27 janvier 1946, dont le siège social est à Kingsey Falls, comté de Drummond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13026-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS PUBLIC

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE MONTMORENCY
COMTÉ DE QUÉBEC

Avis est donné qu'à sa séance du 4 mars 1946, le Conseil municipal du Village de Montmorency a décidé par résolution de demander au Lieutenant-Gouverneur en conseil l'émission de lettres patentes érigeant le territoire de cette municipalité en municipalité de Ville, sous le nom de "Ville de Montmorency", sous l'empire de la Loi des Cités et Villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chap. 233).

Le territoire de la nouvelle municipalité sera le même que celui de l'ancienne.

Le chiffre actuel de la population du Village de Montmorency, tel qu'établi par le recensement ordonné par le Conseil, est de 5,813.

Donné au Village de Montmorency, ce 5 mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation municipale du Village de Montmorency.

12967-10-4-o J.-Ed. GODREAULT.

PUBLIC NOTICE

Notice is given that by Order in Council bearing date the 10th of January, 1946, the By-laws, including articles 1 to 10 inclusively, as adopted at the general meeting held on November, 30th, 1943 and amended at the meeting held the 22nd of November, 1945, of the "Collège Marie de France", have been approved, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 15th of January, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13024 Under Secretary of the Province.

"COLLÈGE MARIE DE FRANCE"

Excerpt from the By-laws of the abovementioned corporation, as amended at the general meeting of the members held on November 22nd, 1945, and approved by Order in Council bearing date the 10th of January, 1946, respecting the increase in the number of directors from four to eight :

"4.—Board of Directors. a) The Board of Directors is composed of eight directors, chosen among the active and the honorary members, and all elected at the annual general meeting by the majority of the members present. It shall include the general Directrix of the College, and, if possible, one representative of France."

13025 BENOIT BROUILLETTE,
Secretary.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Shipton-Kingsey", under date the twenty-seventh day of January, 1946, whereof the head office is at Kingsey Falls, county of Drummond, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13026 Under Secretary of the Province.

PUBLIC NOTICE

MUNICIPALITY OF MONTMORENCY VILLAGE.
COUNTY OF QUEBEC

Notice is given that, at its sitting of March 4th, 1946, the Municipal Council of Montmorency Village voted a resolution so as to obtain from the Lieutenant-Governor in Council letters patent erecting the territory of said Montmorency Village into a town municipality, named "Town of Montmorency", under the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chap. 233).

The boundaries of said municipality remain the same.

The actual population of Montmorency Village, as established by the census ordered by the Council, is 5,813.

Dated at Montmorency Village, this March 5th, 1946.

J.-ED. GODREAULT,
Secretary-treasurer of the Municipal Corporation of Montmorency Village.
12967-10-4-o

Province de Québec

VILLE ST-PIERRE

A une assemblée régulière du conseil municipal de la Ville St-Pierre, dûment convoquée et tenue le dix-huitième jour de décembre 1945, suivant les dispositions de la loi, en l'hôtel de la Ville St-Pierre, à 8.30 heures du soir, à laquelle sont présents: Son Honneur le maire C.-A. Kirkland, M.A.L., et messieurs les échevins G. Towstuk, Fournier, A. Larche et J. Laurendeau, formant le quorum dudit conseil et siégeant sous la présidence de Son Honneur le Maire.

Soumis projet de règlement pour fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins.

Sur proposition de M. l'échevin J. Laurendeau: Appuyé par M. l'échevin G. Towstuk, il est Résolu:

Que le règlement présentement soumis soit passé et adopté;

Qu'il porte le numéro 230 des règlements de cette ville et qu'il ait force de loi après avoir été approuvé par la majorité des électeurs ayant voté à cette fin, ainsi que par le Lieutenant-gouverneur en conseil et publié suivant la loi.

Règlement n° 230

Concernant la prolongation du terme d'office du maire et des échevins de deux à trois ans.

Attendu les pouvoirs donnés à la municipalité par la loi 8 George VI, chapitre 39, section 2 et la loi des Cités et villes:

Il est ordonné et statué par règlement du conseil municipal de la Ville St-Pierre et ledit conseil ordonne et statue comme suit, savoir:

1° Sujet à l'approbation de la majorité des électeurs ayant voté à un referendum tenu à cette fin, la durée des fonctions du maire et des échevins de la municipalité, à compter des élections générales suivant l'adoption du présent règlement, et approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil dans les six mois du vote des électeurs, sera de trois ans;

2° Lors de la votation aux élections générales le premier février 1946, le présent règlement sera soumis par referendum à l'approbation des électeurs;

3° Le vote à ce referendum sera pris au scrutin suivant les dispositions de la Loi des cités et villes régissant les élections dans la municipalité, en autant qu'elles sont susceptibles d'application;

4° Advenant cependant qu'il n'y aurait pas de votation le premier février 1946 par le fait que tous les membres du conseil municipal seraient élus par acclamation à l'appel nominal du 25 janvier 1946, ledit referendum sera tenu le premier février 1946 de 7 heures du matin à 7 heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville, suivant les dispositions de la Loi des cités et villes et le règlement municipal concernant l'heure de fermeture des bureaux de votation.

5° La liste des électeurs pour les fins d'un tel referendum sera celle prévue par la loi des Cités et villes.

6° Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi, quant à la tenue du referendum et la façon dont il sera tenu; mais quant à la durée des fonctions du maire et des échevins, il n'entrera en vigueur qu'après son approbation par les électeurs et par le lieutenant-gouverneur

Province of Quebec

TOWN OF ST-PIERRE

At a regular meeting of the municipal council for the Town of St-Pierre, duly called and held on the eighteenth day of December, 1945, in accordance with the provisions of the Act, in the Town Hall of the Town of St-Pierre, at 8.30 in the evening, at which were present: His Honour the Mayor C. A. Kirkland, M.L.A., and Messrs the aldermen G. Towstuk, J. Fournier, A. Larche and J. Laurendeau, forming the quorum of the said council with His Honour the Mayor presiding.

Was submitted the project of a by-law to fix to three years the term of office of the mayor and aldermen.

Upon motion of Alderman J. Laurendeau; seconded by Alderman G. Towstuk, it was resolved:

That the By-law presently submitted be passed and adopted;

That it bears number 230 of the by-laws of the said town and that it shall have force of law after having been approved by the majority of electors having voted for such purpose, as well as by the Lieutenant-Governor in Council and published according to Law.

By-Law No. 230

Concerning the extension of the term of office of the mayor and aldermen from two to three years.

Whereas by the powers conferred on the municipality by the Act 8 George VI, chapter 39, section 2 and the Cities and Towns Act:

It is ordered and enacted by by-law of the municipal Council of the Town of St-Pierre and the Council orders and enacts as follows, to wit:

1. Subject to approval by the majority of electors who have voted at a referendum held for such purpose, the term of office of the mayor and aldermen of the municipality, as from the general elections, following the adoption of the present by-law, and approval by the Lieutenant-Governor in Council, within six months from the electors' vote, will be three years;

2. At the time of the polling of the general elections on the 1st of February, 1946, the present by-law will be submitted by referendum to the approval of the electors.

3. The vote at this referendum will be taken by ballot, according to the provisions of the Cities and Towns Act governing elections in the municipality, in so far as they are capable of being applied.

4. However, in the event of there being no polling on the 1st of February 1946, due to all members of the municipal council being elected by acclamation on nomination day, the 25th of January 1946, the said referendum will be held on the 1st of February, 1946, from seven o'clock in the forenoon to seven o'clock in the evening, at the Town Hall, according to the provisions of the Cities and Towns Act and the municipal by-law concerning the hour for the closing of the polls.

5. The list of electors for the purpose of the said referendum will be the one prescribed by the Cities and Towns Act.

6. The present by-law will come into force according to law, as regards the holding of the referendum and the manner in which it is held; but as to the duration of the term of office of the mayor and aldermen, it will come into force only after its approval by the electors and by the

en conseil dans les six mois du vote des électeurs.

Lieutenant-Governor in Council within six months from the electors' vote.

Adopté.

Adopted.

Le Maire,
G. A. KIRKLAND,
Le secrétaire-trésorier,
H. F. MALO.

G. A. KIRKLAND,
Mayor.
H. F. MALO,
Secretary-Treasurer.

Le règlement n° 230 du conseil de la Ville St-Pierre a été approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 9 mars 1946 et il est publié dans la *Gazette officielle de Québec* sous l'autorité de l'article 173a de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1941, ch. 233, et 8 George VI, ch. 39, s. 2).

13021-o

By-law No. 230 of the Council of the Town of St-Pierre has been approved by the Lieutenant-Governor in Council under date the 9th of March, 1946 and is published in the *Quebec Official Gazette* under authority of section 173a of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chap. 233, and 8 George VI, chap. 39, s. 2). 13021

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que The First Church of the Nazarene of the Churches of the Nazarene, Québec, coin des rues de L'Épée et St-Roch, Park Extension, Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour être constituée en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des statuts refondus de la province de Québec 1941, et^e amendements.

Montréal, le 8 février 1946.

Le Procureur de la requérante,
HOWARD S. ROSS.

57, ouest, rue St-Jacques,
Montréal, Qué.

12672-7-5

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that The First Church of the Nazarene, of the Churches of the Nazarene, Quebec, corner of de L'Épée and St. Roch Streets, Park Extension, Montreal, will present a Petition to the Lieutenant-Governor-in-Council of the Province of Quebec, for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments.

Montreal, February 8th, 1946.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor of Petitioner,

57, St. James Street West,
Montreal, Que.

12672-7-5-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Sainte-Elisabeth", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Elisabeth, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

13028-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Sainte-Elisabeth" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 30th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Elisabeth, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

13028

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de: "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix-d'Otis", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 janvier 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Félix-d'Otis, district de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

13029-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix-d'Otis" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on January 24th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St Félix d'Otis, district of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

13029

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Georges Towstuk, Nick Hutzuleak, Elias Podilchuk, William Niklia, Jack Harrischuk, George (Geondi) Handziuk, Nick Ghengio, Nick Komarnicky et Elias (Elie) Michailiuk, présenteront une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec pour être constitués en corporation sous le nom de Canadian

Public notice is hereby given that George Towstuk, Nick Hutzuleak, Elias Podilchuk, William Niklia, Jack Harrischuk, George (Geon-di) Handziuk, Nick Ghengio, Nick Komarnicky et Elias (Elie) Michailiuk, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for incorporation under the name of Canadian Ukrainian Greek Ortho-

PUBLIC NOTICE

Ukrainian Greek Orthodox Church of Saint George", en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des statuts refondus de la province de Québec 1941 et amendements.

Montréal, le 18 février 1946.

Les Procureurs des requérants,

MAYRAND, DESLAURIERS &

12786-8-5-o

TRÉPANIÉ.

"LA SOCIÉTÉ D'HABITATION FAMILIALE
DE QUÉBEC INC."

Copie d'un règlement de la compagnie ci-dessus mentionnée concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à sept:

"Par le présent règlement de La Société d'Habitation Familiale de Québec Inc., il est statué que le nombre des directeurs est augmenté de quatre à sept."

Québec, le 8 mars 1946.

Le Président,

OMER LUSSIER.

Le Secrétaire,

13038-o JACQUES de la CHEVROTIÈRE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-François-de-Beauce", pour l'étude, la défense et le développement ces intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Beauceville, district de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13051-o

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Ephrem", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Ephrem, district de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13053-o

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Béarn", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Béarn, district de Témiscamingue.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13054-o

JEAN BRUCHÉSI.

dox Church of Saint-George", in virtue of the Church Incorporation Act, chapter 311 of the revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and amendments.

Montreal, February 18th 1946.

MAYRAND, DESLAURIERS &

TRÉPANIÉ,

12786-8-5-o

Attorneys for petitioners.

"LA SOCIÉTÉ D'HABITATION FAMILIALE
DE QUÉBEC INC."

Copy of a by-law of the company above mentioned, concerning the increase in the number of directors from four to seven:

"By the present by-law of "La Société d'Habitation Familiale de Québec Inc.", it is enacted that the number of directors is increased from four to seven."

Quebec, March 8th, 1946.

OMER LUSSIER,

President.

13038

JACQUES de la CHEVROTIÈRE,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-François-de-Beauce", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Beauceville, district of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI,

13051

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Ephrem", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February fourth, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Ephrem, district of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI,

13053

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Béarn" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 20th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Béarn, district of Témiscamingue.

JEAN BRUCHÉSI,

13054

Under Secretary of the Province.

AVIS DE RACHAT

LA CORPORATION DE LA PAROISSE DE ST-ADELPHÉ

Avis public est, par les présentes, donné que suivant les termes du Règlement N° 29, daté de mars 1932 et des résolutions en date du 18 mars 1940 et du 8 avril 1940 du Conseil Municipal de la Paroisse de St-Adelphé, que les obligations datées du 1er mai 1940 portant intérêt au taux de 4% l'an émises en vertu du dit règlement et desdites résolutions et non alors échues seront rachetées au pair le 1er mai 1946, date à laquelle lesdites obligations cesseront de porter intérêt.

Les détenteurs desdites obligations sont donc requis de présenter leurs titres le ou après le 1er mai 1946 au bureau de la Caisse Populaire de St-Adelphé où elles seront payées.

Donné à St-Adelphé, le 12 mars 1946.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,
GEO.-H. THIFFAULT.

13052-o

NOTICE OF REDEMPTION

CORPORATION OF THE PARISH OF ST-ADELPHÉ

Public notice is hereby given, in accordance with the terms of By-law No. 29, dated March 1932, and of the resolutions dated March 18th, 1940 and of April 8th, 1940, of the Municipal Council of the Parish of St-Adelphé, that the bonds dated the 1st of May 1940, bearing interest at the rate of 4% per annum, issued in virtue of the said by-law and the said resolutions and not yet mature, will be redeemed at par on the 1st of May, 1946, the date upon which the said bonds shall cease to bear interest.

The holders of the said bonds are therefore requested to present their bonds on or after the 1st of May, 1946, at the office of La Caisse Populaire de St-Adelphé where they will be paid.

Given at St-Adelphé, March 12th, 1946.

Certified true copy.

GEO.-H. THIFFAULT,
Secretary-treasurer.

13052

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que Ludger Craig Amiot, surintendant d'opérations forestières, célibataire, domicilié à Chicoutimi s'adressera à la présente Législature de la Province de Québec, à la Session actuelle, pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom de Ludger Craig Amiot en celui de Ludger Craig Murdock, avec tous les droits et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits, privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Chicoutimi, le 28 février 1946.

Les Avocats du requérant,
RIVARD, BLAIS et GOBEIL.

12965-10-4-o

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la succession de l'honorable C. S. Rodier s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour l'obtention d'une loi confirmant et ratifiant un acte de vente passé devant le notaire H. B. McLean, le 1er mars 1946, en vertu duquel la succession de l'honorable C. S. Rodier a vendu le lot numéro 1301 du quartier Ste-Anne, Montréal, à National Breweries Limited.

Montréal, le 5 mars 1946.

Les Procureurs de la Requérante
O'BRIEN, ST-GERMAIN & STEWART.

12977-10-4-o

Demande à la législature

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pères Louis Taché, Hilaire Beaulieu, Alexis Riaud, Joseph Mamie, Julien Péguaire et Joseph Roy, tous membres de la Congrégation du St-Esprit et résidant dans la Province de Québec, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à la présente session pour demander l'adoption d'une loi, les constituant en Corporation.

Hull, 26 février 1946.

Les Procureur des pétitionnaires,
JACQUES BERTRAND.

12874-9-4-o

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Ludger Craig Amiot forest superintendent, bachelor, residing at Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for an act authorizing the change of his name Ludger Craig Amiot in the one of Ludger Craig Murdock with all the rights and obligations he had in the past and subject to the rights, duties and obligations imposed upon him by the said act in the future.

Chicoutimi, February 28, 1946.

RIVARD, BLAIS & GOBEIL,
Attorneys for Petitioner.

12965-10-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Estate of the Honourable C. S. Rodier will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for the passing of an act confirming and ratifying a Deed of Sale passed before H. B. McLean, Notary, on the 1st of March 1946, whereby the Estate of the Honourable C. S. Rodier sold lot number 1301 Ste-Anne Ward, Montreal, to National Breweries Limited.

Montreal, March 5th, 1946.

O'BRIEN, ST-GERMAIN & STEWART,
Attorneys for Petitioner.

12977-10-4-o

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the Reverend Fathers Louis Taché, Hilaire Beaulieu, Alexis Riaud, Joseph Mamie, Julien Péguaire and Joseph Roy, all members of the Congregation of the Holy Ghost and residing in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session for the passing of an act, incorporating.

Hull, February 26th, 1946.

JACQUES BERTRAND,
Attorney for the applicants.

12874-9-4-o

AVIS

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, lorsque le bill de la Cité des Trois-Rivières sera entendu en comité, des amendements seront proposés pour les fins suivantes:

1° Ajouter à l'article 500 de la Loi des Cités et Villes, tel que remplacé pour la Cité par la loi 4 George VI, chapitre 83, article 4, les dispositions dudit article 500 de la loi générale concernant l'estimation de toute propriété qui, par incendie, démolition ou toute autre cause, a subi une diminution de valeur considérable;

2° Faire ratifier la résolution du Conseil de la Cité en date du 9 juillet 1945, accordant à Mme Vve Jules Vachon une pension de \$50.00 par mois, pendant viduité, jusqu'à concurrence d'une autre somme de \$3,000.00;

3° Permettre à la Cité de subdiviser en lots et en rues une certaine partie du terrain du dépotoir, laquelle partie n'a pas encore été utilisée comme tel.

Trois-Rivières, 6 mars 1946.

Le Procureur de la
Cité des Trois-Rivières,
LÉON LAMOTHE.

12991-10-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné par MM. Édouard Biron, notaire, Stormont L. Scott, comptable, tous deux des cité et district de Mont réal et Royal Trust Company, une corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, tous trois exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Lawrence Alexander Wilson, qu'ils s'adresseront à la Législature de Québec pendant la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi accordant les pouvoirs nécessaires aux dits exécuteurs-testamentaires, pour les autoriser à placer les fonds de la dite succession dans l'achat et l'acquisition de propriétés foncières, et aussi avec pouvoir de les échanger, vendre ou en disposer autrement.

Montréal, le 16 février 1946.

FRANCIS FAUTEUX,
Avocat de la dite succession,
57 ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

12777-8-4-o

AVIS LÉGAL

Avis public est par les présentes donné que le docteur Samuel David Brigel, de Montreal, présentement capitaine dans les Forces Armées de Sa Majesté, et en service actif au Canada dans le Canadian Dental Corps, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la présente session pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire dans la Province de Québec, à condition toutefois qu'il passe avec succès l'examen final devant les examinateurs du Bureau Provincial de Chirurgie Dentaire de la Province de Québec.

Montréal, le 14 février, 1946.

Le Procureur de requérant,
MAURICE J. BOXER.

12780-8-4-o

Demande à la législature

Avis est, par les présentes, donné que le sousigné, Paul Radakir, de la Cité de Hull, fonction-

NOTICE

Public notice is hereby given that, at the present session of the Quebec Legislature, when the Bill of the city of Trois-Rivières will be read in committee, amendments will be proposed for the following purposes:

1. To add to section 500 of the Cities and Towns Act, as replaced for the City, by the Act 4 George VI, chapter 83, section 4, the provisions of said section 500 of the general Act, concerning the valuation of any property which is considerably diminished in value, either by fire, the pulling down of buildings or any other cause.

2. To secure ratification of a resolution of the Council of the City, under date the 9th of July 1945, granting to Mme Wid. Jules Vachon a pension of \$50 per month, during her widowhood, up to another sum of \$3,000.00;

3. To allow the City to subdivide into lots and streets, a certain part of the land of the City-dump, said part not yet being used as such.

Trois-Rivières, March 6th, 1946.

LÉON LAMOTHE,
Attorney for the
City of Trois-Rivières.

12991-10-4

NOTICE

Notice is hereby given by Édouard Biron, Notary, Stormont L. Scott, accountant, and Royal Trust Company, a body politic and incorporated having its principal place of business in the City and District of Montreal, testamentary executors of the late Honourable Lawrence Alexander Wilson, that they will apply to the Quebec Legislature during this session, to obtain the passing of a law granting them the necessary powers to be authorized to invest moneys of the said Estate in the purchasing of real estates with the power to exchange, sell or otherwise dispose of the said properties.

Montreal, February 16, 1946.

FRS. FAUTEUX,
Attorney for said Estate,
57 St. James St., West,
Montreal.

12777-8-4-o

NOTICE

Public notice is hereby given that Dr. Samuel David Brigel of Montreal, presently Captain in His Majesty's Canadian Armed Forces, serving in Canada with the Canadian Dental Corps, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the passing of an act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to issue him his license for the practise of Dental Surgery in the Province of Quebec, on condition, however, that he shall successfully pass the final examination before the Examiners of the Provincial Board of Dental Surgery of the Province of Quebec.

Montreal, February 14th., 1946.

MAURICE J. BOXER,
Attorney for petitioner.

12780-8-4-o

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the undersigned, Paul Radakir, of the city of Hull, Civil Servant,

naire, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une Loi, autorisant la Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec, de la dispenser de servir la cléricature exigée par la Loi avant l'examen à la pratique du génie civil.

Hull, le 18 février 1946.

12868-9-4-o Le Requérant,
PAUL RADAKIR.

Canada, Province de Québec
CITÉ DU CAP DE LA MADELEINE
AVIS

Demande à la Législature

Avis est donné qu'à la prochaine session de l'Assemblée législative de la Province de Québec, lorsque le bill de la cité du Cap-de-la-Madeleine, sera entendu en comité, des amendements seront proposés pour les fins suivantes:

1° Pourvoir au paiement au Maire et aux Échevins d'une somme annuelle pour couvrir leurs frais de représentation;

2° Permettre l'emprunt de certains argents nécessaires à la construction d'aqueduc et d'égout par règlement du Conseil sans passer par les formalités ordinaires;

3° Amender la charte de la cité quant à la nomination et aux pouvoirs d'un gérant.

Cap-de-la-Madeleine, 22 février 1946

Le Greffier de la cité du
Cap-de-la-Madeleine,

12865-9-4-o FORTUNAT BEAUMIER.

AVIS

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente Session de la Législature de Québec demande sera faite par Charles-Henri Lavertue, Henri Bolduc, J.R.U. Bédard, Lucien Charest et Charles-Henri Darveau, tous experts comptables et auditeurs du district de Québec, et Émile Langlais, Ralph M. Bell, E. S. Harvey, J. R. Doyle, J. Alphonse Lemay et John Robinson, tous experts comptables et auditeurs du district de Montréal pour la passation d'une loi incorporant "L'Association des Auditeurs Publics Accrédités de Québec" (The Association of Accredited Public Auditors of Quebec), définissant les pouvoirs de cette corporation et les privilèges de ses membres, contenant d'autres dispositions relatives à ladite corporation.

Le procureur des pétitionnaires,
12866-9-4-o LOUIS DUSSAULT, avocat.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la paroisse de Ste-Germaine du Lac Etchemin, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la présente session pour obtenir une loi afin de faire approuver la division de l'arrondissement numéro six (6) en deux arrondissements distincts; faire ratifier l'achat de deux terrains ainsi que la construction de deux écoles, déjà commencée, et pour toutes autres fins à ce sujet.

Québec, le 11 mars 1946.

Le Procureur des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la paroisse de Ste-Germaine du Lac Etchemin,
13020-11-4-o PAUL MIQUELON.

will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the Corporation of Professional Engineers of Quebec, to dispense him of indentureship required by the Law previous to the examination to the practice of civil Engineering.

Hull, February 18, 1946.

12868-9-4-o PAUL RADAKIR,
Petitioner.

Canada, Province of Quebec
CITY OF CAP DE LA MADELEINE
NOTICE

Application to the Legislature

Notice is given that at the next session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, when the Bill of the city of Cap-de-la-Madeleine, will be read before the Committee, amendments will be moved for the following purposes:

1. To provide payment of an annual sum to the Mayor and Aldermen to cover their costs of representation;

2. To permit the borrowing of certain monies required for the building of a waterworks and sewerage system, by by-law of the Council without having to pass through the usual formalities;

3. To amend the charter of the city as regards the appointment and powers of a manager.

Cap-de-la-Madeleine, February 22nd, 1946.

FORTUNAT BEAUMIER,
Clerk of the city of
Cap-de-la-Madeleine.

12865-9-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of Quebec, application will be made by Charles-Henri Lavertue, Henri Bolduc, J. R. U. Bédard, J. P. Bédard, Lucien Charest and Charles-Henri Darveau, all accountants and auditors from Quebec and Émile Langlais, Ralph M. Bell, E. S. Harvey, J. R. Doyle, J.-Alphonse Lemay and John Robinson, all accountants and auditors from Montreal for passing of an act incorporating "The Association of Accredited Public Auditors of Quebec" (L'Association des Auditeurs Publics Accrédités de Québec) defining the powers of such corporation and the privileges of its members, and otherwise providing in respect of said corporation.

LOUIS DUSSAULT, advocate,
12866-9-4-o Attorney for applicants.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the Municipality of the Parish of Ste-Germaine du Lac Etchemin, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for the passing of an Act to approve of the division of district number six (6) into two separate districts; to ratify the purchase of two pieces of land, the construction of two schools, the construction of which has already begun, and for all other purposes in this regard.

Québec, March 11th, 1946.

Attorney for the School Commissioners of the Municipality of the Parish of Ste-Germaine du Lac Etchemin.
12020-11-4-o PAUL MIQUELON.

AVIS

Avis public est par les présentes donné, que la Corporation municipale de St-Basile et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Basile village, tous deux dans le comté de Portneuf, s'adresseront à la législature à sa présente Session pour faire ratifier et confirmer par une loi, la résolution N° 118 passée par le Conseil de la Municipalité de St-Basile, le 4 février 1946 et la résolution N° 26 passée par les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Basile village, le 7 février 1946, fixant pour une période de deux ans les taxes municipales et scolaires, payables par Bois Contreplaqués de Québec Inc. & Quebec Plywoods Inc., corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Québec, et aussi pour autoriser la signature des contrats se rapportant à la fixation des dites taxes, devant être passés respectivement par la Corporation municipale de St-Basile et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Basile village avec ladite Bois Contreplaqués de Québec Inc. & Quebec Plywoods Inc. et aussi pour toutes autres fins.

Québec, le 25 février 1946.

L'avocat des requérants,
LOUIS DUSSAULT.

12867-9-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation for the Municipality of St-Basile and the School Commissioners for the Municipality of St-Basile Village, both in the county of Portneuf, will apply to the legislature at its present session for an act to ratify and confirm resolution No. 118 passed by the Council of the Municipality of St-Basile, on the 4th day of February 1946, and resolution No. 26 passed by the said School Commissioners for the Municipality of St-Basile Village on the 7th day of February 1946, fixing for a period of ten (10) years the taxes payable by Quebec Plywoods Inc. & Bois Contreplaqués de Québec Inc., a body corporate having its head office at Québec, for both municipal and school purposes and also to authorise signature of contracts concerning said fixing taxes, to be passed respectively by the Corporation of the Municipality of St-Basile and by the said School Commissioners for the Municipality of St-Basile Village with the said Quebec Plywoods Inc. & Bois Contreplaqués de Québec Inc., and for other purposes.

Québec, 25th February 1946.

LOUIS DUSSAULT,
Attorney for petitioners.

12867-9-4-o

Département de l'Agriculture

Avis est, par le présent, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Frontenac, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c.120), sous le nom de "Société Coopérative des Producteurs de Dindons de Frontenac" et que son principal siège d'affaires est à St-Méthode-d'Adstock, comté de Frontenac.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce sixième jour de mars 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture.

13006-o

JULES SIMARD.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Matapédia, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Albertville" et que son principal siège d'affaires est à St-Raphaël d'Albertville, comté de Matapédia.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce sixième jour de mars 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

13005-o

JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Frontenac, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, ch. 120) under the name of "Société Coopérative des Producteurs de Dindons de Frontenac" and that its principal place of business is at St-Méthode d'Adstock, county of Frontenac.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixth day of March, 1946.

JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

13006

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Matapédia, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, ch. 120) under the name of "Société Coopérative Agricole d'Albertville" and that its principal place of business is at St-Raphaël d'Albertville, county of Matapédia.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixth day of March, 1946.

JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

13005

Département de l'Instruction publique

N° 75-42

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Wenceslas, comté de Nicolet, les lots 118 à 120 inclusivement du cadastre officiel de St-Wenceslas et de les annexer à la municipalité scolaire de St. Raphaël d'Aston, même comté.

Québec, 6 mars 1946.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

12990-10-2-o

Department of Education

No. 75-42

Application is made to detach from the school municipality of St-Wenceslas, county of Nicolet, lots 118 to 120 inclusively of the official cadastre for St-Wenceslas, and to annex the same to the school municipality of St-Raphaël d'Aston, same county.

Quebec, March 6th, 1946.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

12990-10-2

N° 563-45.

No. 563-45.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 28 février 1946, d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Deshaies", dans le comté d'Abitibi-Est, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Canton Vassan: Rang III, tous les lots situés au Sud de la Rivière Harricana de la décharge du Lac Montigny, à l'ouest jusqu'à la limite Est du Canton. Rang IV, tous les lots au sud de la Rivière Harricana, ces lots devant être détachés de la municipalité scolaire de St-Bernard, dans le même comté. Rang III, les parties des lots 32, 33, 34, 35 situées au nord de la Rivière Harricana. Rang IV, du lot 32 à 45 inclusivement. Rang V, du lot 37 à 45 inclusivement. Rang VI, du lot 42 à 49 inclusivement. Rang VII, du lot 42 à 49 inclusivement. Ces lots devant être détachés de la municipalité scolaire de St-Vincent-de-Paul.

Les lots suivants qui ne font partie d'aucune municipalité scolaire organisée:

Canton Vassan: Rangs IV et V: 46 à la limite Est du canton. Rangs VI et VII: 50 à la limite Est du canton. Rangs VIII et IX: lots 38 à la limite Est du canton. Rang X, lots 29 à la limite Est du canton.

Canton Senneville: Rang III, les parties de lots situées au nord de la rivière Harricana, nos 1, 2, 3 et 4. Rangs IV, V, VI du lot 1 au lac Blouin. Rangs VII, VIII, IX, X du lot 1 au lot 10 inclusivement.

Québec, 6 mars 1945.

12997-0

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated the 28th of February, 1946, to erect into a separate school municipality under the name of "Deshaies", in the county of Abitibi-East, the territory hereinbelow described, to wit:

Township of Vassan: Range III, all the lots situate South of the Harricana River from the outlet at Lake Montigny, on the West, to the East limit of the township; Range IV: all the lots South of the Harricana River, these lots to be detached from the school municipality of Saint-Bernard, in the same county. Range III: the parts of lots 32, 33, 34, 35 situate North of the Harricana River. Range IV: from lot 32 to 45 inclusively. Range V: from lot 37 to 45 inclusively. Range VI: from lot 42 to 49 inclusively. Range VII: from lot 42 to 49 inclusively. The said lots to be detached from the school municipality of Saint-Vincent-de-Paul.

The following lots which do not form part of any organized school municipality:

Township of Vassan: Ranges IV and V: 46 to the East limit of the township; Ranges VI and VII: 50 to the East limit of the township; Ranges VIII and IX: lots 38 to the East limit of the township; Range X: lots 29 to the East limit of the township.

Township of Senneville: Range III: the parts of lots situate North of the Harricana River, Nos. 1, 2, 3, 4. Ranges IV, V, VI: from lot 1 to Lake Blouin. Ranges VII, VIII, IX, X: from lot 1 to lot 10 inclusively.

Quebec, March 6th, 1945.

12997

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

N° 444-45.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 28 février 1946, de détacher de la municipalité scolaire de Beauport-Est, dans le comté de Québec, les lots 237-1 à 237-45 inclusivement et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Montmorency, dans le même comté.

Cette annexion prendre effet le 1er juillet 1946.

Québec, le 6 mars 1946.

12996-0

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

No. 444-45.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated the 28th of February, 1946, to detach from the school municipality of Beauport-East, in the county of Quebec, lots 237-1 to 237-45 inclusively and to annex them to the school municipality of the village of Montmorency, in the same county.

This annexation to take effect on the 1st of July, 1946.

Quebec, March 6th, 1946.

12996

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

N° 1247-39

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 28 février 1946, de détacher de la municipalité scolaire du village d'Hébertville, dans le comté du Lac St-Jean, la partie nord des lots 11b, 12, 13 du rang ouest du chemin de Kénogami dans le canton Labarre, appartenant à M. François-Joseph Lapointe et de les annexer à la municipalité scolaire d'Hébertville, paroisse, dans le même comté.

Québec, le 26 mars 1946.

12998-0

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

No. 1247-39.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 28th, 1946, to detach from the school municipality of the village of Hébertville, in the county of Lake St. John, the North part of lots 11-b, 12, 13 of range West of the Kenogami road, in the township of Labarre, belonging to Mr. François-Joseph Lapointe, and to annex the same to the school municipality of Hébertville parish, in the same county.

Quebec, March 6th, 1946.

12998

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

N° 662-41

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 28 février 1946 de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Liboire, dans le

No. 662-41.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated the 28th of February, 1946, to detach from the school municipality of the parish of St-Liboire,

comté de Bagot, les lots 368 et 369 du cadastre officiel de la paroisse de St-Liboire et de les annexer à celle du village de St-Liboire, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1946.

Quebec, 6 mars 1946.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

12999-o

N° 326-46

Quebec, le 11 mars 1946.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "la municipalité scolaire de Lac Tiblemont", dans le comté de l'Abitibi-Est, le territoire ci-dessous décrit, dans le canton de Pascalis, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, savoir:

Le lot 29 à la Rivière Louvicourt, dans les rangs I et II, le lot 29 au Lac Tiblemont, dans le rang III, le lot I au Lac Tiblemont, dans les rangs IV à X inclusivement, ainsi que le bloc A.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

13030-11-2-o

N° 937-42

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau, le territoire ci-dessous décrit, et de l'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire du canton de Buckingham, même comté, savoir:

Le coin sud-ouest du lot N° 6, contenant 15 acres, appartenant à M. Maurice Lonsdale; le coin sud-ouest du lot N° 9-B, 9-A et la partie Sud du lot N° 10-A de 200 acres, appartenant à M. Walter McGarry; la partie nord du lot N° 10-A; les lots 10-B, 11-A, 11-B de 300 acres appartenant à S. M. Christopher Thompson; les lots 12, 13, contenant 400 acres, appartenant à M. Milton Thompson.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

13058-11-2-o

Quebec, le 13 mars 1946.

N° 3612-43

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Faustin, comté de Terrebonne, les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Wolfe, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Faustin-Station, même comté.

Les lots 29a, 30b, 30c, 31a, 32 à 43 du rang VII; 1 à 21 et 29 à 44 du rang VIII; 1 à 44 du rang IX; 2 à 44 du rang X et tous les lots des rangs XI à XV inclusivement.

Quebec, le 13 mars 1946.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

13059-11-2-o

in the county of Bagot, lots 368 and 369 of the official cadastre of the parish of St-Liboire and to annex them to that of the village of St-Liboire, in the same county.

This Order in Council to take effect on the 1st of July, 1946.

Quebec, March 6th, 1946.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

12999

No. 236-46

Quebec, March 11th, 1946.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Lac Tiblemont", in the county of Abitibi-Est, the territory hereinunder described, in the township of Pascalis, which is not yet organized for school purposes, to wit:

Lot 29 to the Louvicourt river, in ranges I and II, lot 29 to "Lac Tiblemont", in Range III lot I to "Lac Tiblemont", in ranges IV to X inclusively, and also Block A.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

13030-11-2

No. 937-42

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame-de-la-Salette, in the county of Papineau, the territory hereinunder described and to annex the same, for Protestants only, to the school municipality of the township of Buckingham, same county, to wit:

The Southwest corner of lot No. 6, containing 15 acres, belonging to Mr. Maurice Lonsdale, the Southwest corner of lot No. 9-B, 9-A, and the South part of lot No. 10-A of 200 acres, belonging to Mr. Walter McGarry; the North part of lot No. 10-A; the lots 10-B, 11-A, 11-B of 300 acres, belonging to Mr. Christopher Thompson; lots 12, 13, containing 400 acres, belonging to Mr. Milton Thompson.

Quebec, March 13th, 1946.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

13058-11-2

No. 3612-43

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Faustin, county of Terrebonne, the following lots, all inclusively, of the township Wolfe, and to annex them to the school municipality of Saint-Faustin-Station, same county:

Lots 29a, 30b, 30c, 31a, 32 to 43 of range VII; 1 to 21 and 29 to 44 of range VIII; 1 to 44 of range IX; 2 to 44 of range X and all the lots of ranges XI to XV inclusively.

Quebec, March 13th, 1946.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

13059-11-2

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec, établi en exécution du décret numéro 781, du 29 mars 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 860, du 9 mars 1946, le tout,

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Baking Industry of Quebec, formed under decree number 781, of March 29, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 860, of March 9, 1946, pursuant to the provi-

d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1946 au 31 mars 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés.

b) Tous les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré.

c) Tous les salariés régis par le décret sont tenus de verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, le montant perçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir chaque semaine à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement, et les faire parvenir audit comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le droit d'exiger l'assermement dudit rapport lorsqu'il le juge à propos.

Si un employeur professionnel, un artisan ou toute autre personne assujettie audit décret refuse de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1946 et 31 mars 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de la Boulangerie de Québec, pour la période s'étendant du 31 mars 1946 au 31 mars 1947.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
BOULANGERIE DE QUÉBEC

chambre 20, 351 Blvd. Charest, Québec.

Recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mars 1946 et le 31 mars 1947.

sions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 31, 1946, to March 31, 1947: and is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wage list, of the commissions, bonuses and allocations paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest minimum wage rate established in the decree for the journeyman-employee.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages, and of their commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the hours of work, the amount collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee shall be indicated.

The professional employer shall have three reports filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, each week, from the wages paid to each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee and send same to the said Committee, every month, together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Should a professional employer, an artisan or any other person governed by the said decree refuse to pay or to give the necessary information, five days notice will be given to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1946, and March 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Baking Trades of Quebec, for the period between March 31, 1946, and March 31, 1947.

PARITY COMMITTEE OF THE BAKING
TRADES OF QUEBEC

Room 20, 351, Charest blvd.

Probable receipts and disbursements for the period between March 31, 1946, and March 31, 1947.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations: $\frac{1}{2}$ de 1%	
Employeurs professionnels	\$4,500.00
Salariés	4,500.00
Certificats de qualification et autres revenus	50.00
	\$9,050.00

<i>Déboursés:</i>	
Loyer	360.00
Ameublement	100.00
Salaire secrétaire-trésorier	1,430.00
Salaire inspecteur	1,560.00
Dépenses inspection	1,500.00
Vérification	120.00
Jetons de présence	1,200.00
Frais de déplacement	975.00
Sténographe	650.00
Papeterie	300.00
Timbres	125.00
Frais légaux	350.00
Téléphone	75.00
Dépenses non prévues	305.00
	\$9,050.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 16 mars 1946. 13040-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Employés de Commerce et de Bureau — région du Lac St-Jean, établi en exécution du décret numéro 810, du 10 mars 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 861, du 9 mars 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 17 mars 1946 au 17 mars 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 810 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans régis par le décret numéro 810 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

c) Les salariés régis par le décret numéro 810 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms et adresses de leurs salariés, leurs fonctions, leurs années de service, les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'em-

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$4,500.00
Employees	4,500.00
Certificates of competency and other receipts	50.00
	\$9,050.00

<i>Disbursements:</i>	
Rent	\$ 360.00
Furniture	100.00
Salary of secretary-treasurer	1,430.00
Salary of inspector	1,560.00
Inspection expenses	1,500.00
Auditor	120.00
Meeting expenses	1,200.00
Travelling expenses	975.00
Stenographer	650.00
Stationery	300.00
Stamps	125.00
Legal charges	350.00
Telephone	75.00
Unforeseen expenses	305.00
	\$9,050.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16, 1946. 13040-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Commerce and Office Employees — Lake St. John District, formed under decree No. 810, of March 10, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 861, of March 9, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy will extend from March 17, 1946, to March 17, 1947, and apply in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 810, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll.

b) The artisans governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed in the said decree for the journeymen receiving the lowest pay, according to their occupation.

c) The employees governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms indicating the name and address of their employees, their functions, their years of service, the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall

ployeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

5. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946 et 31 mars 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues par le Comité paritaire des employés de Commerce et de Bureau — région du Lac Saint Jean, pour la période comprise entre le 17 mars 1946 et le 17 mars 1947.

COMITÉ PARITAIRE DES EMPLOYÉS DE COMMERCE ET DE BUREAU — RÉGION DU LAC SAINT-JEAN

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 17 mars 1946 et le 17 mars 1947.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels	\$2,600.00
Cotisations des salariés	2,600.00
Cotisations des artisans	200.00
Recettes diverses	150.00
	\$5,550.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire-gérant	\$2,340.00
Frais de déplacement du président et des membres	350.00
Dépenses de l'inspecteur	750.00
Loyer du bureau et téléphone	350.00
Frais légaux	125.00
Vérification	50.00
Papeterie	300.00
Taxes	25.00
Assurances	25.00
Jetons de présence	1,000.00
Timbres, échange sur chèques et divers	235.00
	\$5,550.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 16 mars 1946. 13042-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Paritaire de l'Industrie du Lait de Québec établi en exécution du décret numéro 1017, du 15 juin 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 862, du 9 mars 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention

see that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1946, and March 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Commerce and Office Employees — Lake St. John District, for the period comprised between March 17, 1946, and March 17, 1947.

PARITY COMMITTEE OF COMMERCE AND OFFICE EMPLOYEES — LAKE ST. JOHN DISTRICT

Estimate of the receipts and expenses for the period between March 17, 1946, and March 17, 1947.

Receipts:

Assessments of professional employers	\$2,600.00
Assessments of employees	2,600.00
Assessments of artisans	200.00
Various receipts	150.00
	\$5,550.00

Expenses:

Salary of the Managing-Secretary	\$2,340.00
Travelling expenses of the Chairman and Members	350.00
Expenses of the Inspector	750.00
Office rent and telephone	350.00
Legal charges	125.00
Audition	50.00
Stationery	300.00
Taxes	25.00
Insurances	25.00
Meeting expenses	1,000.00
Stamps, exchange on cheques and miscellaneous	235.00
	\$5,550.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16, 1946. 13042-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Milk Industry of Quebec, formed under decree number 1017, of June 15, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 862, of March 9, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement

collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de la publication du présent règlement dans la *Gazette Officielle de Québec* au premier mars 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie du Lait assujettis audit décret numéro 1017, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs employés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré dans leur occupation.

c) Tous les salariés de l'industrie du Lait, régis par ledit décret numéro 1017, doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations de ses salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au Comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie du Lait de Québec, pour la période comprise entre le premier mars 1946 et le premier mars 1947.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC

Recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le premier mars 1946 et le premier mars 1947.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$2,900.00
Salariés	2,900.00
	\$5,800.00

Déboursés:

Loyer	\$ 360.00
Salaire secrétaire-trésorier	1,500.00
Salaire inspecteur	1,872.00
Dépenses inspection	400.00
Sténographe	520.00
Frais légaux	200.00

Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 1st of March 1947, and is laid in the following manner:

a) The professional employers of the milk industry, governed by the decree No. 1017, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed in the decree for the employee, in their occupation, receiving the lowest pay.

c) The employees of the milk industry, governed by the decree No. 1017, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of collection

The professional employer and the artisan shall send their assessments every month to the Parity Committee.

The professional employer shall collect the assessments of his employees from the wages paid to them and remit same to the Parity Committee together with his own assessments.

Should an employer refuse to pay or give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Milk Industry of Quebec, for the period comprised between March 1, 1946, and March 1, 1947.

BUDGET OF THE PARITY COMMITTEE OF THE MILK INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1946, and March 1, 1947.

Probable Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$2,900.00
Employees	2,900.00
	\$5,800.00

Probable Expenses:

Rent	\$ 360.00
Salary of Secretary-Treasurer	1,500.00
Salary of the Inspector	1,872.00
Inspection expenses	400.00
Stenographer	520.00
Legal fees	200.00

Vérification	50.00	Audition	50.00
Papeterie	50.00	Stationery	50.00
Timbres	30.00	Stamps	30.00
Frais de déplacement des membres	600.00	Travelling expenses of members	600.00
Dépenses non prévues	218.00	Unforeseen expenses	218.00
	\$5,800.00		\$5,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, ce 16 mars 1946. 13041-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, March 16, 1946 13041-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 863, du 9 mars, 1946, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 16 mars 1946 au 16 mars 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payes à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par le dit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 1090 et amendements.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant, sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District, formed under decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 863, of March 9, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate here after mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from March 16, 1946, to March 16, 1947, and is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1090, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for employees, according to their category, as stipulated in the decree number 1090, and amendments.

2. Mode of collection

The assessments are payable, every month, between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report indicating, on the forms supplied by the said Committee, the name in full and address of each employee in his employ, his competency or classification, the number of regular and overtime hours of work done each week, the nature of such work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees; all such sums shall be paid with legal currency.

The parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946, et 31 mars 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de la quincaillerie, district de Québec, pour la période comprise entre le 16 mars 1946 et le 16 mars 1947.

COMITÉ PARITAIRE DE COMMERCE DE LA
QUINCAILLERIE DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 16 mars 1946 et le 16 mars 1947.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%)	\$3,250.00
Cotisation des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%)	3,250.00
	<u>\$6,500.00</u>

Dépenses:

Salaires: secrétariat et inspection	\$4,500.00
Frais de déplacement, inspecteur	125.00
Bureau des Examineurs	350.00
Loyer et éclairage	200.00
Frais judiciaires et professionnels	375.00
Impression et papeterie	200.00
Poste, téléphone et télégraphe	100.00
Intérêt, échange et agios	10.00
Jetons de présence	400.00
Taxes d'affaires et d'eau	10.00
Divers	222.50
Assurance et cautionnement	7.50
	<u>\$6,500.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 16 mars 1946. 13043-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941 chapitre 163 et amendements), que le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 800 du 9 mars 1944, subseqüemment prolongé jusqu'au 31 mars 1946, a été de nouveau prolongé jusqu'au 1er mai 1946, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 859 du 9 mars 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 mars 1946. 13039-o

ERRATUM

La version française de l'arrêté en conseil numéro 4905, du 15 novembre 1945, concernant une convention collective de travail relative aux employés des services extérieurs de la Cité de Québec, et publié dans l'édition du 24 novembre

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1946 and March 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipt and disbursements of the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District, for the period comprised between March 16, 1946 and March 16, 1947.

JOINT COMMITTEE OF HARDWARE TRADE
QUEBEC DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 16, 1946, and March 16, 1947.

Receipts:

Assessments of professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$3,250.00
Assessments of employees ($\frac{1}{2}$ of 1%)	3,250.00
	<u>\$6,500.00</u>

Expenses:

Salaries: Secretary's office and inspection	4,500.00
Travelling expenses of inspector	125.00
Board of examiners	350.00
Rent and lighting	200.00
Judicial and professional fees	375.00
Printing and stationery	200.00
Postal, telephone and telegraph expenses	100.00
Interest, exchange and agio	10.00
Meeting expenses	400.00
Business and water taxes	10.00
Miscellaneous	222.50
Insurance and Surety-bond	7.50
	<u>\$6,500.00</u>

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16, 1946. 13043-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), that right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 800, of March 9th, 1944, subsequently extended until March 31st, 1946, has again been extended until May 1st 1946, with the same rate and conditions, by Order in Council number 859, of March 9, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16th, 1946. 13039-o

ERRATUM

The French version or Order in Council number 4905, of November 15th, 1945, concerning a collective labour agreement relating to the employees of the exterior services of the City of Quebec, and published in the issue of November

1945 de la *Gazette officielle de Québec*, page 2403, est corrigée de la façon suivante:

Les mots "Gouvernante... 2.00", mentionnés au groupe 11, article II, sont remplacés par les mots "Gouvernante... 20.00".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 16 mars, 1946.

12999A-o-x

24th, 1945, of the *Quebec Official Gazette*, page 2403, is corrected as follows:

The words "Gouvernante... 2.00", mentioned in group 11, section II, are replaced by the words "Gouvernante... 20.00".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16th, 1946.

12999A-o-x

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 765 du 13 mai 1938 et amendements, relatif aux employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article VIII, concernant la durée du décret: "Tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite proposition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 mars 1946.

13045-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 491 du 10 février 1945, relatif aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XXXV, concernant la durée du décret: "Tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite proposition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 mars 1946.

13046-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, relatif aux métiers de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières:

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 765, of May 13th, 1938, and amendments, relating to the garage employees in the cities of Quebec and Levis, and the counties of Quebec, Levis and Montmorency:

The following sentence is added at the end of section VIII, concerning the duration of the decree: "Such notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the above amendment which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16th, 1946.

13045-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 491, of February 10th, 1945, relating to the religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe.

The following sentence is added at the end of section XXXV, concerning the duration of the decree: "Such notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the above amendment which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16th, 1946.

13046-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1658, of April 19th, 1940, and amendments, relating to the construction trades in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers:

La dernière phrase de l'article XII, concernant la durée du décret, sera remplacée par la suivante:

"A l'expiration de cette période, il se renouvelera automatiquement d'année en année, à moins que les parties de première ou de deuxième part ne donnent un avis écrit aux autres parties de leur intention d'y mettre fin, au moins soixante (60) jours avant l'expiration de toute année subséquente. Tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite proposition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 mars 1946.

13047-o

The last sentence of section XII, concerning the duration of the decree, will be replaced by the following:

"At the expiration of this period, it will renew itself automatically from year to year unless the parties of the first or second part notify the other parties, in writing, of their intention to end it, at least sixty (60) days before the expiration of any subsequent year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said amendment which those interested may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16th, 1946.

13047-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle:

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XVII, concernant la durée du décret: "Tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite proposition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 mars 1946.

13048-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 523 du 5 février 1940, relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec:

La phrase suivante sera ajoutée à l'article XIX, concernant la durée du décret, immédiatement avant la dernière phrase dudit article: "Tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite proposition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 mars 1946.

13049-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 968, of June 3rd, 1938, and amendments, relating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle:

The following sentence is added at the end of section XVII—concerning the duration of the decree: "Such notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the above amendment which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16th, 1946.

13048-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 523, of February 5th, 1940, relating to the tanning and currying industry in the Province of Quebec:

The following sentence is added before the last one of section XIX, concerning the duration of the decree: "Such notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the above amendment which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 16th, 1946.

13049-o

Minutes de notaire

Avis est par la présente donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par Me Marcel Gilbert, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Côme, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me L. de G. Crépeau, autrefois notaire à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, et maintenant registrateur du comté et district de Beauce, et des greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir : Me Louis Moisan, Me J.-J. Lavoie, et partie de celui de Me Jules Côté.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13050-11-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Me Marcel Gilbert, notary, residing and practising at Saint-Côme, judicial district of Beauce, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me L. de G. Crépeau, heretofore notary at Saint-Georges, judicial district of Beauce, and now registrar for the county and district of Beauce, and the records of which the latter was assignee, to wit : Me Louis Moisan, Me J. J. Lavoie, and part of those of Me Jules Côté.

JEAN BRUCHÉSI,
13050-11-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

N° 844-el.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil par arrêté ministériel en date du 28 février 1946, de nommer M. Ovila Payette commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de l'Île Bouchard, comté de l'Assomption, pour remplacer M. Joseph-H. Perreault.

Québec, le 6 mars 1946.

Le Surintendant,
de l'Instruction publique,
13000-o VICTOR DORÉ.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir :

Québec, 17 janvier 1946.

M. L.-Alcide Dupras, membre du Barreau de la Province, de Montréal : conseil en loi du Roi.

Québec, 6 février 1946.

M. Honorius Michaud, membre du Barreau de la Province, de Sorel : conseil en loi du Roi.

Québec, 21 février 1946.

M. Camille Beaulieu, membre du Barreau de la Province, de Rouyn : conseil en loi du Roi.

Maurice-H. Fortier, membre du Barreau de la Province, de Montréal : conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes :

Québec, 10 janvier 1946.

M. J.-Victor Léonard, de Saint-Jérôme, registrateur actuel, et M. Benoît Turbide, de Sainte-Thérèse : nommés pour agir conjointement, à compter du 15 janvier 1946, sous le nom de Léonard et Turbide, comme registrateurs de la division d'enregistrement de Terrebonne.

Québec, 17 janvier 1946.

Dr Viateur Paradis, médecin-chirurgien à Verchères : coroner conjoint pour le district de Richelieu, avec juridiction seulement sur le district électoral de Verchères.

Appointments

No. 844-el.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated February 28th, 1946, to appoint Mr. Ovila Payette, School Commissioner, for the school municipality of Ile Bouchard, county of l'Assomption, to replace Mr. Joseph H. Perreault.

Québec, March 6th, 1946.

VICTOR DORÉ,
13000 Superintendent of Education.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit :

Québec, January 17th, 1946.

Mr. L. Alcide Dupras, member of the Bar of the Province, of Montreal : King's Counsel.

Québec, February 6th, 1946.

Mr. Honorius Michaud, member of the Bar of the Province, of Sorel : King's Counsel.

Québec, February 21st, 1946.

Mr. Camille Beaulieu, member of the Bar of the Province, of Rouyn : King's Counsel.

Mr. Maurice H. Fortier, member of the Bar of the Province, of Montreal : King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments :

Québec, January 10th, 1946.

Mr. J. Victor Léonard, of Saint-Jérôme, actual registrar, and Mr. Benoît Turbide, of Sainte-Thérèse : appointed to act jointly, as from the 15th of January, 1946, under the name of "Léonard et Turbide", as registrars for the Registration Division of Terrebonne.

Québec, January 17th, 1946.

Dr. Viateur Paradis, physician-surgeon at Verchères : to be joint coroner for the district of Richelieu, with jurisdiction over the electoral district of Verchères only.

Québec, 6 février 1946.

M. Elphège Baril, cultivateur, de Sainte-Hélène-de-Chester : juge de paix pour le district judiciaire d'Arthabaska.

Dr Albert Surprenant, dentiste, 4480 rue Brébeuf, Montréal : juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1941, chap. 15).

Québec, 8 février 1946.

M. L.-Maurice Seméteys, 211, Bord-du-Lac, Pointe-Claire : instructeur en menuiserie à l'École d'arts et métiers de Verdun, à compter du 28 janvier 1946.

M. Jean Hamelin de Pointe-aux-Trembles : assistant-instructeur de menuiserie à l'École d'arts et métiers de Maisonneuve, à compter du 23 janvier 1946.

Québec, 21 février 1946.

M. J.-E. Valois, de Causapsal, Cté Matapédia : inspecteur spécial au Ministère de la Colonisation, à compter du 1er février 1946.

M. Joseph Larche, de Ste-Agathe-des-Monts, Cté Terrebonne : gérant du magasin numéro 83 de la Commission des liqueurs de Québec, à Sainte-Agathe, à compter du 9 octobre 1945.

M. Louis-Philippe Giguère, menuisier, de Saint-Jules, comté de Beauce : juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1941, chap. 15).

Québec, 28 février 1946.

M. Zénon Saucier, marchand général à Saint-Damase, Cté Matapédia : juge de paix pour le district judiciaire de Rimouski.

MM. Adrien Courcy, agent à Saint-Pacôme, Cté Kamouraska : juge de paix pour le district judiciaire de Kamouraska ; Léonce L'Heureux, de Daaquam, Ernest Méthot, de Cap Saint-Ignace, tous deux industriels, et Eugène Mercier, cultivateur à Berthier, tous trois du comté de Montmagny : juges de paix pour le district judiciaire de Montmagny.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

EUG. Fiset

[L.S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS

a soumis pour approbation son règlement numéro 109, à l'effet de soumettre le territoire de la municipalité à la juridiction de la Cour du recorder de la cité de Longueuil;

ATTENDU que le conseil municipal de la paroisse de St-Antoine

Canada,
Province of
Quebec.

EUG. Fiset

[L.S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS the Municipal Council of the parish of St-Antoine de Longueuil has submitted for approval its By-law number 109, to the effect of subjecting the territory of the Municipality to the jurisdiction of the Recorder's Court of the city of Longueuil;

ATTENDU que le conseil de la cité de Longueuil, par son règlement numéro 418, a donné son approbation à la chose;

ATTENDU que ces règlements ont été approuvés conformément à la loi et que toutes les formalités prescrites ont été remplies;

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret du 8 février 1946, et vu les dispositions du chapitre 17 des Statuts refondus de Québec, 1941, nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la date de la publication de la présente proclamation, le territoire de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, sera soumis à la juridiction de la Cour du recorder établie dans la cité de Longueuil, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement;

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence;

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec;

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt et unième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année. Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

13037-o

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général suppléant, P. FRENETTE. ATTENDU que, en vertu de l'article 192 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus 1941, chapitre 15), le Lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts judiciaires de la province, et peut les changer par réajustement;

ATTENDU que, dans le district de Montréal, les termes de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, sont fixés aux 1er février, 10 mai, 10 septembre et 1er novembre de chaque année;

ATTENDU que, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, il y a lieu de changer la date de l'ouverture du terme de mai et de la fixer au 3 mai, pour l'année 1946 seulement;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons que la date de l'ouverture du terme de mai de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa

WHEREAS the Council of the city of Longueuil, by its By-law number 418, has given its approval thereto;

WHEREAS these by-laws have been approved, in conformity with the Law, and that all the prescribed formalities have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order of February 8th, 1946, and seeing the provisions of chapter 17 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, We have enacted and ordered that from and after thirty-one days following the date of publication of the present proclamation, the territory of the parish of St-Antoine de Longueuil, county of Chambly, shall be subject to the jurisdiction of the Recorder's Court established in the city of Longueuil as if the two municipalities formed but one, for such purposes only.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWENTY-FIRST day of FEBRUARY, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign. By command,

JEAN BRUCHÉSI,

13037

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, Assistant-Deputy Attorney-General. WHEREAS, pursuant to section 192 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of King's Bench (Crown Side) shall commence in any district of the Province, and may alter the same in like manner;

WHEREAS in the District of Montreal, the terms of the Court of King's Bench (Crown Side) are fixed to the first of February, tenth of May, tenth of September and first of November of each year;

WHEREAS, in the interest of the proper administration of justice, it is expedient to change the date of the opening of the May term and to fix it to the 3rd of May, but for the year 1946 only.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the opening of the May term of the Court of King's Bench (Crown Side) for the District

juridiction, en première instance, en matière criminelle, pour le district de Montréal, soit changée, pour l'année 1946 seulement, et soit fixée au troisième jour de mai 1946.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

Témoin: Notre fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
13007-o JEAN BRUCHÉSI.

of Montreal, be changed, for the year 1946 only, and be fixed to the third day of May, 1946.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, we have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWENTY-SECOND day of FEBRUARY, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the Tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
13007 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

GREEN MEADOW DAIRY FARM LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Green Meadow Dairy Farm Ltd., constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le 9ième jour de janvier 1946, et ayant son siège social dans le village de Hudson Heights, dans le district de Montréal, a établi son siège social à Green Meadow Farm, dans ledit village.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 7ième jour de mars 1946.

Le Président,
13003 W. M. BOURKE.

THE LAURENTIAN HOTEL CO. OF MONTREAL LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd., constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le 20ième jour de décembre 1945, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son siège social à 1130 rue Windsor, dans ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 7ième jour de mars 1946.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
13004 R. D. WELDON.

RE: BELLEFEUILLE & CHENEY LTÉE

AVIS

Avis est donné en vertu de l'article 30 de la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie ci-après mentionnée "Bellefeuille & Cheney

Head offices

GREEN MEADOW DAIRY FARM LTD.

Notice is hereby given that "Green Meadow Dairy Farm Ltd.", incorporated by Letters Patent issued under the provisions of the Quebec Companies' Act on the 9th day of January, 1946, and having its Head Office in the Village of Hudson Heights in the District of Montreal, has established its Head Office at Green Meadow Farm in the said village.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q. this 7th day of March, 1946.

W. M. BOURKE,
13003-o President.

THE LAURENTIAN HOTEL CO. OF MONTREAL LTD.

Notice is hereby given that the "Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd.", incorporated by Letters Patent issued under the provisions of the Quebec Companies' Act on the 20th day of December, 1945, and having its Head Office in the City of Montreal in the district of Montreal, has established its Head Office at 1130 Windsor Street in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P. Q. this 7th day of March 1946.

(Seal)

R. D. WELDON,
13004-o Secretary-Treasurer.

RE: BELLEFEUILLE & CHENEY LTÉE

NOTICE

Notice is given that pursuant to section 30 of the Quebec Companies act, the company hereinafter mentioned, "Bellefeuille & Cheney

Ltée" constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15 janvier 1946, et ayant son siège à Trois-Rivières, a établi son bureau au N° 1626 de la rue Royale, en la cité des Trois-Rivières.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie, comme étant son siège social.

Daté à Trois-Rivières, ce 11ième jour de mars 1946.

BELLEFEUILLE & CHENEY LTÉE,
Par le Secrétaire,
FRANÇOIS NOBERT.

13010-o

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Valcraft Limited, une compagnie constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de Québec, le 15ième jour de janvier 1946, et ayant son siège social dans la Ville de Pointe-Claire, a établi son bureau au numéro 25 avenue Valois, Pointe Claire.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Pointe-Claire, ce 11ième jour de mars 1946.

Le Secrétaire,
13018 NORMAN CHARLES ANNAND

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Lady Davis Foundation, constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, le 9 mars 1945, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 360 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mars 1946.

La Présidente,
13031 HENRIETTE M. DAVIS.

Ltée" incorporated by letters patent bearing date January 15th, 1946, and having its head office at Trois-Rivières, has established its office at No. 1626 Royale street, in the city of Trois-Rivières.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Trois-Rivières, this 11th day of March, 1946.

BELLEFEUILLE & CHENEY LTÉE,
by FRANÇOIS NOBERT,
Secretary.

13010

Notice is hereby given that Valcraft Limited, a Company incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of Quebec on the 15th day of January, 1946, and having its head office in the Town of Pointe-Claire, has established its office at number 25 Valois Avenue, Pointe-Claire.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Pointe-Claire, this 11th day of March, 1946.

NORMAND CHARLES ANNAND,
13018-o Secretary.

Notice is hereby given that "Lady Davis Foundation", incorporated by Letters Patent under Part Third of the Quebec Companies Act on the 9th of March, 1945, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 360 St. James Street West, in said city of Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered g.y the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal this 1st day of March, 1946.

HENRIETTE M. DAVIS,
13031-o Chairman.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le vingt-quatrième jour d'avril 1945 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le vingt-quatrième jour d'avril 1945, en conformité de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 4 mars 1946.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,
12966-11-6-o W. E. ALLISON.

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 24th day of April, 1945, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 24th, 1945, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, March 4th, 1946.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
12966-11-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

Vente—Loi de faillite

LOI DE FAILLITE

Province de Québec, District de Montréal.
N° 51. Cour Supérieure, "En faillite".

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: Arcade Girard, agent d'immeuble de Montréal, cédant autorisé & Hermas Perras, syndic.

Sale—Bankruptcy Act

BANKRUPTCY

Province of Quebec, District of Montreal
No. 51. Superior Court, (Sitting in Bankruptcy)

NOTICE OF SALE

In the matter of: Arcade Girard, real estate agent of Montreal, Authorized Assignor; & Hermas Perras, Trustee.

Avis public est, par les présentes, donné que l'immeuble suivant savoir:

"Un emplacement ayant front sur la rue Birnam dans le quartier de St-Jean, en la Cité de Montréal et composé:

1) Du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent trente-trois (633-289) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St. Laurent;

2) De la partie Nord-Ouest du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-huit de la subdivision du lot originaire numéro six cent trente-trois (N° 633-Ptie. N.O. 288) des plan et livre de renvoi officiels susdits; et mesurant telle dite partie de lot onze pieds et huit dixièmes de pied de largeur (11' 8/10) sur une profondeur de soixante-dix pieds (70'); mesure anglaise, et plus ou moins, et borné comme suit;

En front au nord-est par la rue, Birnam; en arrière au sud-ouest par une ruelle, étant le lot numéro 633-285; d'un côté au sud-est par le résidu du lot numéro 633-288; et de l'autre côté par le lot numéro 633-289;

Tous des susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Laurent;

Avec une maison genre cottage semi-détaché à deux (2) étages actuellement en voie de construction, portant le numéro civique 7734 de la dite rue Birnam; dont le mur sud-est est mitoyen;

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit emplacement, notamment droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec tous autres y ayant droit, sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le District de Montréal, "En faillite", rendu le 5 mars 1946, à l'enchère publique, conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi de faillite, de manière à donner à cette vente, l'effet du décret, au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Montréal, mercredi le 10 avril 1946, à onze heures de l'avant-midi.

Conditions de vente: Comptant.

Un dépôt de 20% sur chaque enchère sera exigé et la balance à la signature de l'acte de vente.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 5 mars 1946.

Le Syndic,
HERMAS PERRAS.

4 est, rue Notre-Dame,
Montréal.

12978-10-2-0

Province de Québec, District de Montréal,
N° 307, Cour Supérieure "En faillite".

Dans l'affaire de:

Le Foyer Idéal Ltée (Family Ideal Home Ltd) corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à 28 St-Jacques ouest, Montréal, débiteur, et Hermas Perras, syndic.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, en deux lots distincts, savoir:

1.— Un emplacement ayant front sur l'avenue Birnam, en la cité de Montréal, mesurant trente-huit pieds (38) de largeur par une profondeur de soixante-dix pieds (70) et composé de:

a) La totalité de la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit du lot numéro six cent trente-trois (633-398) aux plan et livre

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

An emplacement fronting on Birnam street in St. John's Ward, of the city of Montreal and composed of:

1) The lot of land known and designated as being lot number two hundred and eighty-nine of the official subdivision of original lot number six hundred and thirty-three (633-289) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Laurent;

2) The Northwest part of the lot of land known and designated as being lot number two hundred and eighty-eight of the subdivision of original lot number six hundred and thirty-three (No. 633-N.W.Pt. 288) on the aforesaid official plan and book of reference; the said part of lot measuring eleven feet and eight tenths of a foot in width (11' 8/10) by a depth of seventy feet (70') English measure and more or less, and bounded as follows

In front on the Northeast by Birnam street; in rear on the Southwest by a lane, being lot number 633-285; on one side to the Southeast by the residue of lot number 633-288; and on the other side by lot number 633-289;

All on the said official plan and book of reference for the parish St-Laurent;

With a two story house, a semi-detached cottage style actually under construction, bearing civic number 7734 of said Birnam street; whereof the Southeast wall is "mitoyen";

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable, in particular right of way in the lane in rear in common with all others having a right thereto.

Will be sold in virtue of a judgement of the Superior Court for the district of Montreal, (Sitting in Bankruptcy), rendered the 5th day of March, 1946, by public auction, in conformity with the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office, in the Court House, at Montreal, on WEDNESDAY, the the TENTH day of APRIL, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of sale: Cash.

A deposit of 20% on each bid will be exacted and the balance upon the signing of the deed of sale.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 5th, 1946.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

4 Notre-Dame street, East,
Montreal.

12978-10-2

Province of Quebec, District of Montreal
No. 307. Superior Court, (Sitting in Bankruptcy)

In the matter of: Le Foyer Idéal Ltée (Family Ideal Home Ltd) a body politic and corporate having its principal place of business at 28 St. James street West, Montreal, Debtor; and Hermas Perras, trustee.

Public notice is hereby given that the following immovables, in two distinct lots, to wit:

1.— An emplacement fronting on Birnam Avenue, in the City of Montreal, measuring a width of thirty eight feet (38) by a depth of seventy feet (70) and composed of:

a) The whole of subdivision number three hundred and ninety-eight of lot number six hundred and thirty-three (633-398) on the Official

de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent et ladite subdivision mesurant vingt-cinq pieds (25') de largeur par une profondeur de soixante-dix pieds (70').

b) La portion nord-ouest de la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept dudit lot numéro six cent trente-trois (633-ptie N.O. 397) auxdits plan et livre de renvoi officiels mesurant treize pieds de largeur par une profondeur de soixante-dix pieds (70') et ladite portion est bornée en front au nord-est par ladite avenue Birnam; en arrière au sud-ouest par une ruelle connue comme étant la subdivision numéro trois cent soixante-dix-huit dudit lot (633-378); d'un côté au nord-ouest par la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit ci-devant décrite dudit lot (633-398) et de l'autre côté au sud-est par le résidu de ladite subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept dudit lot (633-ptie 397), tous auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Les dimensions précédentes sont mesure anglaise et sont plus ou moins.

Avec la résidence semi-détachée portant le numéro civique 8036 de ladite avenue Birnam, dont le mur sud-est est mitoyen et les dépendances dessus érigées.

Avec ensemble et sujet à la servitude réciproque du droit de vue qui est par les présentes créée sur la propriété adjacente au sud-est, laquelle dernière propriété est composée du résidu de la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept dudit lot (633-397) et de la totalité de la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-seize dudit lot (633-396) de manière à légaliser certaines galeries, lesquelles sont situées sur les bâtisses érigées sur chacune desdites deux propriétés à une distance de la ligne de division entre lesdites deux propriétés laquelle est moindre que la distance prescrite par la Loi, de manière à ce que lesdites galeries puissent demeurer comme elles sont actuellement aussi longtemps que les bâtisses dont elles font respectivement partie subsisteront.

Comme ladite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte et avec tels droits de passage dans la ruelle en arrière de ladite propriété et dans les ruelles y conduisant.

2.— Un emplacement ayant front sur l'avenue Birnam, en la cité de Montréal, mesurant trente-sept pieds (37') de largeur par une profondeur de soixante-dix pieds (70') et composé de:

a) La totalité de la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-seize du lot numéro six cent trente-trois (633-396) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, et ladite subdivision mesurant une largeur de vingt-cinq (25') par une profondeur de soixante-dix pieds (70').

b) La portion sud-est de la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept dudit lot numéro six cent trente-trois (633-ptie S.E. 397) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant douze pieds (12') de largeur par une profondeur de soixante-dix pieds (70') et ladite portion est bornée: en front au nord-est par ladite avenue Birnam; en arrière au sud-ouest par une ruelle connue comme étant la subdivision numéro trois cent soixante-dix-huit dudit lot (633-378); d'un côté au nord-ouest par le résidu de ladite subdivision numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept dudit lot (633-ptie 397) et de l'autre côté au sud-est par la portion ci-devant décrite de la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-seize dudit lot (633-ptie 396), tous auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Plan and Book of Reference of the Parish of St. Laurent, and measuring said subdivision a width of twenty-five feet (25') by a depth of seventy feet (70').

* b) The North-West portion of subdivision number three hundred and ninety-seven of said lot number six hundred and thirty-three (633-N. W. Pt. 397) on the said Official Plan and Book of Reference measuring a width of thirteen feet (13') by a depth of seventy feet (70') and bounded the said portion: in front to be the north-East by the said Birnam Avenue; in rear to the South-West by a lane known as subdivision number three hundred and seventy-eight of said lot (633-378); on one side to the North-West by subdivision number three hundred and ninety-eight hereinbefore described of said lot (633-398) and on the other side to the South-East by the residue of said subdivision number three hundred and ninety-seven of said lot (633-pt. 397), all on the said official Plan and Book of Reference.

The above measurements are English Measure and are more or less.

With the semi-detached dwelling house bearing the civic number 8036 of said Birnam Avenue, whereof the South-East wall is mitoyen, and outbuildings thereon erected.

Together with and subject to a reciprocal servitude of right of view which is hereby created upon the property adjoining the same to the South-East, which latter property is composed of the residue of subdivision number three hundred and ninety-seven of said lot (633-397) and of the whole of subdivision number three hundred and ninety-six of said lot (633-396) in order to legalize certain galleries which are located on the buildings erected on each of the said two properties at a distance from the division line between the said two properties which is less than the distance prescribed by law, in order that the said galleries may remain as they are at present as long as the buildings of which they respectively form part shall subsist.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind and with such rights of passage in the lane in the rear of the said property and in the lanes leading thereto.

2.— An emplacement fronting on Birnam Avenue, in the City of Montreal, measuring a width of thirty-seven feet (37') by a depth of seventy feet (70') and composed of:

a) The whole of subdivision number three hundred and ninety six of lot number six hundred and thirty-three (633-396) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Laurent, and measuring said subdivision a width of twenty-five feet (25') by a depth of seventy feet (70').

b) The South-East portion of subdivision number three hundred and ninety-seven of said lot number six hundred and thirty-three (633-S. E. Pt. 397) on the said Official Plan and Book of Reference, measuring a width of twelve feet (12') by a depth of seventy feet (70') and bounded the said portion: in front to the North-East by the said Birnam Avenue; in rear to the South-West by a lane known as subdivision number three hundred and seventy-eight of said lot (633-378); on one side to the North-West by the residue of said subdivision number three hundred and ninety-seven of said lot (633-Pt. 397) and on the other side to the South-East by the portion hereinbefore described of subdivision number three hundred and ninety-six of said lot (633-Pt. 396) all on the said Official Plan and Book of Reference;

Les dimensions précédentes sont mesure anglaise et sont plus ou moins.

Avec la résidence semi-détachée portant le numéro civique 8030 de ladite avenue Birnam, dont le mur nord-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente et les dépendances dessus érigées.

Avec ensemble et sujet à une servitude réciproque de droit de vue, laquelle est, par la présente, créée sur la propriété adjacente au nord-ouest, laquelle dernière propriété est composée du résidu de ladite subdivision numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept dudit lot (633-ptie 397) et de la totalité de la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit dudit lot (633-398) de manière à légaliser certaines galeries qui sont situées sur les bâtisses érigées sur chacune desdites deux propriétés à une distance de la ligne de division entre lesdites deux propriétés, laquelle est moindre que la distance prescrite par la Loi, de manière à ce que lesdites galeries puissent demeurer comme elles sont présentement aussi longtemps que les bâtisses dont elles font respectivement parties subsisteront.

Comme ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte et avec tels droits de passage dans la ruelle en arrière de ladite propriété et dans les ruelles y conduisant

seront vendus en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, "En Faillite" rendu le 5 mars 1946, à l'enchère publique, conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi de faillite, de manière à donner à cette vente, l'effet du décret, au bureau du shérif, au Palais de Justice, à Montréal, MERCREDI, le 10 AVRIL 1946, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de vente: COMPTANT.

Un dépôt de 20% sur chaque enchère sera exigé et la balance à la signature de l'acte de vente.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 5 mars 1946.

Le Syndic,
HERMAS PERRAS.

4 rue Notre-Dame, est.
Montréal.

12984-10-2

The above measurements are English measure and are more or less.

With the semi-detached dwelling house bearing the civic number 8030 of said Birnam Avenue, whereof the North-West wall is mitoyen with the adjoining property and outbuildings thereon erected.

Together with and subject to a reciprocal servitude of right of view, which is hereby created upon the property adjoining the same to the North-West, which latter property is composed of the residue of said subdivision number three hundred and ninety-seven of said lot (633-Pt. 397) and of the whole of subdivision number three hundred and ninety-eight of said lot (633-398) in order to legalize certain galleries which are located on the buildings erected on each of the said two properties at a distance from the division line between the said two properties which is less than the distance prescribed by law, in order that the said galleries may remain as they are at present as long as the buildings of which they respectively form part shall subsist.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind and with such rights of passage in the lane in the rear of the said property and in the lanes leading thereto.

will be sold in virtue of a judgement of the Superior Court for the district of Montreal "sitting in Bankruptcy" rendered the 5th of March, 1946, by public auction, in conformity with the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office, in the Court House, at Montreal, on Wednesday the TEN day of APRIL, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of sale: Cash.

A deposit of 20% on each bid will be exacted and the balance upon the signing of the deed of sale.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, March 5th, 1946.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

4 Notre-Dame, East, Montreal.

12984-10-2-0

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure N° 239,057. Dlle Marguerite Picard et Dlle Joséphine Picard, toutes deux filles majeures, de la ville de Dorval, district de Montréal demanderesses, vs Dame Alice Picard, veuve de feu Josaphat Deschamps des cité et district de Montréal et Dame Charlotte Picard, de Lachine district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph R. Leroux, du même lieu et ce dernier tant pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes que comme chef de la communauté existant entre lui et sa dite épouse;

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le 7 mars 1946, la licitation des immeubles ci-après décrits a été ordonnée:

1° a) Un lot de terre de forme irrégulière, situé en la cité de Lachine sur la rue St-Joseph,

Sale by licitation

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 239,057. Mlle Marguerite Picard and Mlle Joséphine Picard, both spinsters of age, of the town of Dorval, district of Montreal, plaintiffs vs Dame Alice Picard, widow of the late Josephat Deschamps, of the city and district of Montreal, and Dame Charlotte Picard, of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Joseph R. Leroux, of the same place and the latter both to authorize his wife for the purposes hereof and as chief of the community existing between him and his said wife;

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in and for the district of Montreal, rendered the 7th of March, 1946, the licitation of the immovables hereinafter described has been ordered:

1. a) A lot of land of irregular figure, situate in the city of Lachine on St. Joseph street,

connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-dix-sept du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-sept (887-177) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; avec bâtisses dessus construites portant le numéro 730 de la dite rue St-Joseph, d'une superficie de 13,416 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

b) Un emplacement situé entre la rue St-Joseph et la lac St-Louis, en la cité de Lachine connu et désigné comme étant le numéro cent soixante et quatorze de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-174) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie environ 1300 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

(Les deux susdits immeubles pour être vendus en bloc)

2° a) Un emplacement situé à l'intersection de la rue Saint-Joseph et de la 52ième avenue en la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et dix-huit de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-178) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie 7160 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

b) Un emplacement situé entre la rue Saint-Joseph et le lac Saint-Louis, en la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et quinze de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-175) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie environ 1308 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

(Les deux susdits immeubles pour être vendus en bloc)

3° a) Un lot de terre, de forme irrégulière, situé en la cité de Lachine, sur la 52ième avenue, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et dix-neuf de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-179) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant en superficie 9393 pieds, mesure anglaise et plus ou moins; avec une maison dessus construite;

b) Un emplacement situé entre la rue St-Joseph et le Lac St-Louis, en la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et seize de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-176) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine mesurant en superficie environ 940 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

(Les deux susdits immeubles pour être vendus en bloc)

4° Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-180) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie environ 8325 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

5° Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-un de la subdivision du lot originaire cent quatre-vingt-sept (887-181) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en superficie 7613 pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

6° Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-deux de la subdivision du lot originaire huit cent quatre-vingt-sept (887-182) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine; mesurant en

known and designated as being lot number one hundred and seventy-seven of original lot number eight hundred and eighty-seven (887-177) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine — with buildings thereon erected bearing number 730 of said St. Joseph street, having an area of 13,416 feet, English measure and more or less;

b) An emplacement situate between St. Joseph street and Lake St. Louis, in the city of Lachine, known and designated as being number one hundred and seventy-four of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-174) on the official plan and in the book of reference of the parish of Lachine; measuring in area about 1300 feet. English measure and more or less;

(These two aforesaid immovables to be sold "en bloc").

2. a) An emplacement situate at the intersection of Saint Joseph street and 52nd avenue in the city of Lachine, known and designated as being lot number one hundred and seventy-eight of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-178) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine; measuring in area 7160 feet, English measure and more or less;

b) An emplacement situate between Saint Joseph street and Lake St. Louis, in the city of Lachine, known and designated as being lot number one hundred and seventy-five of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-175) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine; measuring in area about 1308 feet, English measure and more or less;

(These two aforesaid immovables will be sold "en bloc")

3. a) A lot of land, of irregular figure, situate in the city of Lachine, on 52nd avenue, known and designated as being lot number one hundred and seventy-nine of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-179) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine, measuring in area 9393 feet, English measure and more or less; with a house thereon erected;

b) An emplacement situate between St. Joseph street and Lake St. Louis, in the city of Lachine, known and designated as being lot number one hundred and seventy-six of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-176) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine; measuring in area about 940 feet, English measure and more or less;

(These two aforesaid immovables to be sold "en bloc")

4. An emplacement known and designated as being lot number one hundred and eighty of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-180) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine, measuring in area about 8325 feet. English measure and more or less;

5. An emplacement known and designated as being lot number one hundred and eighty-one of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-181) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine; measuring in area 7613 feet, English measure and more or less;

6. An emplacement known and designated as being lot number one hundred and eighty-two of the subdivision of original lot eight hundred and eighty-seven (887-182) on the official plan and in the book of reference for the parish

superficie 9638 pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 25 avril 1946 à dix heures et demie de l'avant-midi, salle d'audience numéro 31, au Palais de Justice de la Cité de Montréal, ou à telle autre chambre à laquelle les parties pourront être référées, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier ou liste de charges déposé au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal; et toute opposition à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au bureau dudit protonotaire de la dite cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses de le faire;

Un dépôt doit être fait par chaque enchérisseur de la façon suivante: \$2000.00 sur les lots 887-177 et 887-174; \$500.00 sur les lots 887-178 et 887-175; \$500.00 sur les lots 887-179 et 887-176; et \$50.00 sur chacun des lots 887-180, 887-181 et 887-182.

Montréal, le 11 mars 1945.

Les Procureurs des demandereses,
MATRAND, DESLAURIERS & TRÉPANIÉ,
4, est, rue Notre-Dame,
Montréal,
Lancaster 9235 13015-11-2-0

of Lachine; measuring in area 9638 feet, English measure and more or less.

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-FIFTH of APRIL, 1946, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of the City of Montreal, or in such other room to which the parties may be referred, subject to charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal; and any opposition to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the said prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition to payment must be filed within six (6) days after the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit must be made by each bidder, in the following manner: \$2,000 on lots 887-177 and 887-174; \$500 on lots 887-178 and 887-175; \$500 on lots 887-179 and 887-176; and \$50. on each of lots 887-180, 887-181 and 887-182.

Montréal, March 11th, 1946.

MATRAND, DESLAURIERS & TRÉPANIÉ,
Attorneys for plaintiffs.
4, Notre-Dame Street East,
Montréal,
Lancaster 9235. 13015-11-2

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON BÉGIN

Avis est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du neuf mars 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de canton Bégin, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil du canton Bégin, le DIX AVRIL 1946, à UNE heure de l'après-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées de l'année 1945 et des années antérieures, auront été payés avant le moment de la vente.

1.— Louis-Philippe Gagné — Les lots 1 et 2, rang 1.

2.— Alfred Larocque — Un terrain formant partie du lot 24, rang 1, mesurant 25 pieds de largeur sur 40 pieds de profondeur, plus ou moins, borné comme suit: — à l'ouest par le chemin public, au nord, à l'est et au sud par le résidu dudit lot, appartenant à Isale Villeneuve.

3.— Philippe Girard — Un terrain formant partie du lot 33, rang 1, communément désigné comme lot 33A, mesurant 150 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, plus ou moins, borné comme suit: — au nord, par le chemin public, à l'est, au sud et à l'ouest par le résidu dudit lot 33 appartenant à Paul-Henri Rainville ou représentants.

4.— Ulysse Maltais — Le lot 35, rang 2.

Sales for Municipal Taxes

Province of Québec, — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF TOWNSHIP BÉGIN

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated March ninth, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder described, in payment of taxes due the municipal corporation of township Bégin, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction, in the Council Hall of Township Bégin, on the TENTH of APRIL, 1946, at ONE o'clock in the afternoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables upon which all payments due for consolidated municipal taxes and all unconsolidated municipal taxes for the year 1945, and the previous years, shall have been paid before the time of the sale.

1.— Louis-Philippe Gagné — Lots 1 and 2, range 1.

2.— Alfred Larocque — A lot of land forming part of lot 24, range 1, measuring 25 feet in width by 40 feet in depth, more or less, bounded as follows: on the West by the public road, on the North, East and South by the residue of said lot, belonging to Isale Villeneuve.

3.— Philippe Girard — A lot of land forming part of lot 33, range 1, commonly designated as lot 33A, measuring 150 feet in width by 100 feet in depth, more or less, bounded as follows: on the North by the public road, on the East, South and West by the residue of said lot 33 belonging to Paul-Henri Rainville or representatives.

4.— Ulysse Maltais — lot 35, Range 2.

5.—Thomas-Louis Gauthier — Les lots 39 et 40, rang 1.

6.—Armand Savard "Louis" — Le lot 41, rang 2, sous billet de location.

7.—Philippe Girard — Le lot 48, rang 2, sous billet de location.

8.—Henri Dufour — Un terrain formant partie du lot 33, rang 3, communément désigné comme lot 33D, mesurant environ 50 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, borné comme suit: — au nord, par le chemin public, à l'est et au sud, par le résidu du lot 33, appartenant à Jean-Baptiste Perron ou représentants, et à l'ouest par la partie du lot 33 communément appelée 33EE appartenant à René Gagné.

Tous ces lots et parties de lots sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Bégin et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y a lieu, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Canton Bégin, ce onze mars 1946.

13011-11-2-0 Le Secrétaire-trésorier,
ROMÉO LÉVESQUE.

Province de Québec, District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE STE-ANNE
DE CHICOUTIMI

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du neuf mars 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, le dit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, le DOUZE AVRIL 1946, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, le dit immeuble ne sera pas mis en vente si les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales de l'année 1945 et antérieures, sont payés avant le moment de la vente.

1.—Pitre Tremblay fils de François "Blaise" Un emplacement formant partie du lot 10-B dans le premier rang ouest au cadastre officiel du canton Tremblay, mesurant environ 296 pieds de front sur le chemin public, et compris dans les bornes suivantes: — En front, vers l'est, au chemin public ou route conduisant au deuxième rang; au sud, au terrain de Eugène Savard, fils de feu Étienne; vers l'ouest, au terrain de Aimé Gravel; et au nord au terrain de Thomas Boulianne ou représentants.

Cet immeuble sera vendu avec bâtisses et dépendances et toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant l'affecter.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Ste-Anne-de-Chicoutimi ce 11 mars 1946.

13013-11-2-0 Le Secrétaire-trésorier,
J. A. CARON.

5.—Thomas-Louis Gauthier — lots 39 and 40, range 1.

6.—Armand Savard "Louis" — Lot 41, range 2, under location ticket.

7.—Philippe Girard — Lot 48, range 2, under location ticket.

8.—Henri Dufour — A lot of land forming part of lot 33, range 3, commonly designated as lot 33D, measuring about 50 feet in width by 100 feet in depth, bounded as follows: on the North by the public road, on the East and South by the residue of lot 33, belonging to Jean-Baptiste Perron or representatives, and on the West by that part of lot 33 commonly called 33EE, belonging to René Gagné.

All these lots and parts of lots are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Bégin and will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immovables.

The adjudication price of each of these immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Township Bégin, this eleventh of March, 1946.

13011-11-2 ROMÉO LÉVESQUE,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF STE-ANNE
DE CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the ninth of March, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due the municipality of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently, the said immovable will be sold by public auction, in the Council Hall of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, on the TWELFTH day of APRIL, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable will not be sold if the payments due on consolidated municipal taxes and all municipal taxes for the year 1945 and previous years, be paid before the sale.

1. Pitre Tremblay, son of François "Blaise": An emplacement forming part of lot 10-B in the West range on the official cadastre for the Township Tremblay, measuring about 296 feet in front on the public road and comprised within the following boundaries: In front, to the East, by the public road or by-road leading to the second range; on the South, by the land of Eugène Savard, son of the late Étienne; towards the West, by the land of Aimé Gravel, and on the North by the land of Thomas Boulianne or representatives.

The said immovable will be sold with buildings and dependencies and all active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price will be payable immediately

Payments not due on consolidated municipal taxes will be charged to the purchaser.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Ste-Anne-de-Chicoutimi, this 11th of March, 1946.

13013-11-2 J. A. CARON,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

BEDFORD

Fieri Facias de bonis et de terris

Canada { PIERRE VALLIÈRES,
province de Québec { "yeoman," de Waterloo, dans
district de Bedford { le district de Bedford, de-
mandeur, vs CLOVIS DU-
N° 1816 { FRESNE, du même lieu,
défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une certaine propriété connue et désignée aux Plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Waterloo, comme étant le lot No. cinq cent cinquante-cinq (555) de la contenance que ledit lot peut avoir avec les bâtisses et autres améliorations dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Bernardin de Waterloo, en la ville de Waterloo, dit district, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS, 1946, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT ST-MARTIN.
Sweetsburg, Qué., ce 15 février 1946. 12796-8-2-o

[Première insertion, 23 février 1946]

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

Fieri facias de bonis et de terris

Cour Supérieure

District de { DAME MARIE-LOUISE DES-
Chicoutimi { BIENS, ménagère, épouse contrac-
N° 11, 721 { tuellement séparée de biens de Jos.
TREMBLAY "ALEXIS", entrepreneur de la
cité de Chicoutimi, district de Chicoutimi, et ce
dernier pour autoriser son épouse aux fins des
présentes, demanderesse; vs SYLVIO OUELLET,
autrefois mesuisier de Ste-Anne, district de Chi-
coutimi, et maintenant absent de la province de
Québec et de lieu inconnu, défendeur.

Contre le défendeur: —

Trois terrains portant les numéros deux-treize, deux-quatorze et deux-quinze (2-13, 2-14 et 2-15) de la subdivision du lot numéro 2, du rang un (1) est, au cadastre officiel du village de Sainte-Anne, avec toutes les bâtisses construites sur lesdits terrains, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne de Chicoutimi, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MARS 1946, à ONZE heures de l'avant-midi (heure normale).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 19 février 1946, 12797-8-2-o
(Première insertion, 23 février 1946)

Fieri facias de bonis et de terris

Cour Supérieure

District de Chicoutimi, { DAME HÉLÈNE
N° 11,901 { THERRIAULT,
de Jonquière, épouse contractuellement séparée
de biens de François Lavoie, dûment autorisée
par ce dernier aux fins des présentes, demande-
resse; vs ÉMILE GAGNÉ, de la paroisse de
Jonquière, défendeur.

Contre le défendeur:

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada { PIERRE VALLIÈRES, ye-
province of Quebec { oman of Waterloo, in the
district of Bedford { district of Bedford, plaintiff;
Superior Court { vs CLOVIS DUFRESNE,
No. 1816 { of the same place, defendant
As belonging to the defendant.

A certain property known and designated on the official plan and in the book of reference for the town of Waterloo, as being lot number five hundred and fifty-five (555), of whatever area the said lot may have — with buildings and other improvements thereon erected

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Bernardin de Waterloo, in the town of Waterloo, said district, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of MARCH, 1946 at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT ST-MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., this 15th of Feb., 1946. 12796-8-2

(First insertion, February 23, 1946)

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

District of { Dame MARIE-LOUISE DES-
Chicoutimi, { BIENS, housewife, wife separate
No. 11, 721 { as to property by marriage con-
tract of JOS. TREMBLAY "ALEXIS", contr-
actor of the city of Chicoutimi, district of Chi-
coutimi, and the latter to authorize his wife for
the purposes hereof, plaintiff; vs SYLVIO
OUELLET, heretofore joiner of Ste-Anne, dis-
trict of Chicoutimi, and now away from the
province of Quebec and in parts unknown, de-
fendant.

Against the defendant:

Three lots of land bearing numbers two-thir-
teen, two-fourteen and two-fifteen (2-13, 2-14
and 2-15) of the subdivision of lot number 2, of
range one (1) East, on the official cadastre of the
village of Sainte-Anne — with all the buildings
erected on the said lots of land, circumstances
and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Anne de Chicoutimi, THURSDAY the TWENTY-EIGHTH day of the month of MARCH, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard Time—).

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, February 19, 1946. 12797-8-2
(First insertion, February 23, 1946)

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

District of Chicoutimi, { DAME HÉLÈNE
No. 11,901 { THERRIAULT,
of Jonquière, wife separate as to property by
marriage contract of François Lavoie, by the
latter duly authorized for the purposes hereof,
plaintiff; vs ÉMILE GAGNÉ, of the parish of
Jonquière, defendant.

Against the defendant:

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro quinze-a-cinquante-et-un (No. 15-A-51) dans le rang dix (10) dudit canton, avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Dominique de Jonquière, mardi le VINGT-TROISIEME jour du mois d'avril 1946, à DEUX heures de l'après-midi (heure normale).

Bureau du shérif,
Chicoutimi, le 13 mars 1946.
(Première insertion, 16 mars 1946)

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

13061-11-2-o

A parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, under number fifteen-A-fifty-one (No. 15-A-51) in range ten (10) of said township, together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Dominique de Jonquière, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of APRIL, 1946, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Sheriff's Office,
Chicoutimi, March 13th, 1946.
(First insertion, March 16th, 1946)

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

13061-11-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris Cour Supérieure

District de Gaspé, { DAME HORTENSE LE-
N° 2712 } PAGE, épouse contrac-
tuellement séparée de biens de Sr GERMAIN
LECLERC, cultivateur de Ste-Anne-des-Monts,
comté de Gaspé-Nord et ledit Sr Germain Le-
clerc pour autoriser sa dite épouse aux fins des
présentes les demandeurs en la cause: VS DAME
FORTUNAT LEMIEUX, de Ste-Anne-des-
Monts, comté de Gaspé-Nord, veuve de Fortunat
Lemieux, en son vivant du même lieu, défende-
resse.

"Un certain emplacement ou terrain sis et
situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne-
des-Monts, comté de Gaspé-Nord, province de
Québec, mesurant une largeur de est à ouest de
cent dix-sept pieds (117) sur une profondeur de
nord au sud de quarante-cinq pieds (45), connu
et désigné comme faisant partie des lots portant
les numéros dix-neuf-A et vingt-A, (partie de
19-A et partie de 20-A) aux plan et livre de ren-
voi du cadastre officiel pour le fief Ste-Anne-des-
Monts Notre-Dame et borné comme suit:
Vers le nord par le terrain de Sr Alphonse-N.
Pelletier, vers l'est par une rue, vers le sud par
le terrain de Sr Germain Leclerc et vers l'ouest
par le terrain de Sr Ernest Lemieux, sauf et à
distraire une bâtisse appartenant à Sr Roméo
Therrien.

Une maison, circonstances et dépendances,
construites sur le dit terrain appartenant pour
partie à Dame Fortunat Lemieux et pour partie
aux héritiers légaux de feu Fortunat Lemieux."

La vente du dit immeuble sera à charge
par l'acquéreur de payer à Dame Germain Le-
clerc la balance qui lui est due en capital et inté-
rêt, sur le prix de vente dudit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Ste-Anne-des-Monts, le VINGT-SEP-
TIEME jour de MARS 1946, à DIX heures de
l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Percé, P.Q., le 19 Février 1946.
(Première insertion, 23 février 1946))
12808-8-2-o

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris Superior Court

District of Gaspé, { DAME HORTENSE LE-
No. 2712 } PAGE, wife separate as
to property by marriage contract of Sr GER-
MAIN LECLERC, farmer of Ste. Anne des
Monts, county of Gaspé North, and the said Sr
Germain Leclerc to authorize his said wife for
the purposes hereof, plaintiffs in the case; VS
DAME FORTUNAT LEMIEUX, of Ste. Anne
des Monts, county of Gaspé North, widow of
the late Fortunat Lemieux, in his lifetime of the
same place, defendant.

"A certain emplacement or lot of land being
and situate in the first range of the parish of Ste.
Anne des Monts, county Gaspé North, province
of Quebec, measuring from east to west a width
of one hundred and seventeen feet (117) by a
depth, from north to south of forty-five feet (45),
known and designated as forming part of the
lots bearing numbers nineteen-A and twenty-A
(Part 19-A and part 20-A) of the official cadas-
tral plan and book of reference for the "Fief Ste.
Anne des Monts Notre-Dame", and bounded
as follows: on the north by the land of Sr Al-
phonse N. Pelletier, on the east by a street, on
the south by the land of Sr Germain Leclerc and
on the west by land of Sr Ernest Lemieux, save,
and to be deducted, a building belonging to Sr
Roméo Therrien.

A house, circumstances and dependencies,
built on the said lot belonging partly to Dame
Fortunat Lemieux and partly to the legal heirs
of the late Fortunat Lemieux.

The sale of said immoveable will oblige the
purchaser to pay to Dame Germain Leclerc the
balance due in capital and interests on the sale
price of the said immoveable.

To be sold at the church door of the parish
of Ste. Anne des Monts, on the TWENTY-SE-
VENTH day of MARCH, 1946, at TEN o'clock
in the forenoon.

Sheriff's Office,
Percé, P.Q., February 19th, 1946.

M. J. FURLONG,
Sheriff.

(First insertion, February 23rd, 1946)

12808-8-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de Magistrat — District de Gaspé
Rivière Au Renard: { W.M. HYMAN & SONS
N° 375 } LIMITED, mar-
chand général de Gaspé Harbour, demandeur vs
HUBERT ÉLÉMENT Jr, pêcheur de St-Mau-
rice de l'Echourie, Comté et District de Gaspé,
défendeur.

Fieri facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court — District of Gaspé
Rivière Au Renard: { W.M. HYMAN & SONS
No. 375 } LIMITED, gene-
ral merchant, of Gaspé Harbour, plaintiff; vs
HUBERT ÉLÉMENT Jr, fisherman of St-
Maurice de l'Echourie, county and district of
Gaspé, defendant.

"Un certain emplacement ou lopin de terre sis et situé dans la paroisse de St-Maurice de l'Échourie, comté de Gaspé Nord, Province de Québec, mieux connu et désigné au plan et livre de Renvoi Officiels du Canton de Fox comme partie du lot primitif numéro 13, maintenant connu et désigné comme partie du lot numéro 425 du Premier Rang Ouest dudit canton de Fox, borné au nord par le fleuve St-Laurent, au sud par le 2ième Rang, à l'est par la propriété occupée par Willie Élément et à l'ouest par la propriété occupée par Élias Élément — avec bâtisses dessus construites et dépendances."

Pour être vendu JEUDI le VINGT-HUITIÈME jour d'AVRIL 1946, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de St-Maurice de l'Échourie.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

Bureau du Shérif, Percé, le 15 mars 1946. 13032-11-2-o
[Première insertion, 16 mars 1946]

HULL

District de Hull
Cour de Magistrat { **DELAVAL CO. LTD.**,
N° 8836 corps politique et
incorporé, dûment selon la Loi, ayant sa principale
place d'affaires à Peterborough, dans la Province
d'Ontario, demandeur, vs **VICTOR BÉDARD**,
du village de Thurso, R.R.I., canton de Lochaber,
district de Hull, défendeur.

Le lot 21B, rang 6 du canton de Lochaber, en la possession du défendeur, Victor Bédard.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean l'Évangéliste de Thurso, le 17 avril prochain, à deux heures de l'après-midi.

Le Shérif,
I. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif, Hull, le 13 mars, 1946. 13062-11-2-o
[Première insertion, 16 mars 1946]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: { **HARRY GORDON**, de-
N° 235671 mandeur, vs **DAME ANNIE KIRSCHBERG & AL**, défendeurs.

Un lot de terre situé dans la cité de Westmount, comprenant vingt-cinq pieds et un pouce de largeur en front et en arrière par une profondeur de cent dix pieds et six pouces moins la partie d'icelui prise par ladite cité pour l'élargissement de l'avenue Greene et composé des lots de subdivision numéros trois et quatre au plan de subdivision du lot de subdivision numéro dix-huit au plan de subdivision du lot numéro trois cent soixante-quinze aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal et de vingt-trois pieds au sud-est des subdivisions un et deux de la subdivision dix-neuf dudit lot officiel (375-18-3, 375-18-4, ptie S. E. 375-19-1 et S. E. 375-19-2), ledit lot de terre borné en front au sud-ouest par l'avenue Greene, en arrière d'un côté par une ruelle, au sud-est par une autre ruelle de dix pieds de largeur et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu de ladite subdivision dix-neuf appartenant à James Bremner ou représentants avec le droit de passage dans lesdites deux ruelles qui sont connues, la première indiquée comme étant la subdivision trente et un dudit lot officiel et la dernière indiquée comme

"A certain emplacement or parcel of land lying and situate in the parish of St-Maurice de l'Échourie, county of Gaspé-North, Province of Quebec, better known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Fox as part of original lot number 13, now known and designated as part of lot number 425 of the First West Range of the said Township of Fox, bounded on the North by the St. Lawrence river, on the South by the 2nd range, on the East by the property occupied by Willie Élément and on the West by the property occupied, by Élias Élément — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on THURSDAY the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, 1946, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of St-Maurice de l'Échourie.

M. J. FURLONG,
Shériff

Sheriff's Office, Percé, March 15th, 1946. 13032-11-2
[First insertion, March 16th, 1946]

HULL

District de Hull
Magistrate's Court, { **DELAVAL CO. LTD.**,
No. 8836 a body politic and
corporate, duly incorporated according to Law,
having its head office at Peterborough, Province
of Ontario, plaintiff: vs **VICTOR BÉDARD**,
of the village of Thurso, R.R.I., township of Lochaber,
district of Hull, defendant.

Lot 21B, range 6, township of Lochaber, in the possession of the defendant, Victor Bédard.

To be sold at the parochial church door of St-Jean l'Évangéliste de Thurso, on the SEVENTEENTH of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

I. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office, Hull, March 13, 1946. 13062-11-2
[First insertion, March 16, 1946]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit { **HARRY GORDON**, plain-
No. 235671 } tiff vs **DAME ANNIE KIRSCHBERG & al**, defendants.

A lot of land situated in the city of Westmount, containing twenty-five feet one inch in width in front and rear by a depth of One Hundred and ten feet six inches less the part thereof taken by said city for the widening of Greene Ave and composed of Subdivision lots numbers three and four on the subdivision plan of subdivision lot number eighteen on the subdivision plan of lot number three hundred and seventy-five on the official plan and book of reference of the parish of Montreal and of the South easterly twenty-three feet of subdivision one and two of subdivision nineteen of the said official lot (375-18-3 375-18-4 S.E. part 375-19-1 and S.E. 375-19-2) bounded the said lot of land in front to the south west by Greene Avenue, in rear by a lane on one side to the South east by another lane of ten feet in width and on the other side to the North west by the remainder of said subdivision nineteen belonging to James Bremner or representatives with the right of passage in the said two lanes which are known the first mentioned as subdivision thirty-one of said official lot and the last mentioned as subdivision two

étant la subdivision deux de la subdivision dix-huit dudit lot officiel (375-31 et 375-18-2), toutes les dimensions précédentes sont mesure anglaise et sont plus ou moins, avec la bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$570 sera exigé de tout offrand et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge T. Rhéaume, en date du 14 février 1946.

Bureau du shérif,
Montréal, 20 février 1946.
(Première insertion, 23 février 1946)

Le Shérif,
L. P. CAISSE.
12805-8-2

of subdivision Eighteen of said official lot (375-31 and 375-18-2) all the above measurements are English measure and are more or less with the building thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHT day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$570.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgement of the Hon. Justice T. Rheume, dated February 14th. 1946.

Sheriff's Office,
Montréal, February 20th, 1946.
(First insertion, February 23, 1946)

L. P. CAISSE,
Sheriff.

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.— District de Richelieu
Richelieu, { PAUL - ÉMILE COURCHESNE,
N° 10707 } garagiste, domicilié à Sorel, district de Richelieu, faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Garage Cournoyer Enrg.", demandeur; vs J.-THÉODORE GIROUX, résidant à Sorel, district de Richelieu, et faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Ethier Transport Enrg.", défendeur.

Un emplacement situé en la Cité de Sorel, au coin nord-est des rues Phipps et Adélaïde, faisant partie des lots numéros mille vingt-deux et mille vingt-trois (P. 1022 et 1023) du cadastre de la ville de Sorel, mesurant soixante-trois pieds de largeur sur la rue Phipps sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur sur la rue Adélaïde, le tout plus ou moins, tenant en front la rue Phipps, en profondeur autre partie des Nos 1022 et 1023 appartenant à Joseph Lapointe, du côté nord, autre partie dudit No 1022 appartenant à Albert Grenon et du côté sud la rue Adélaïde, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à mon bureau, au Palais de Justice, en la Cité de Sorel, le SEIZE AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Sorel, le 12 mars 1946.
[Première insertion, 16 mars 1946]

Le Shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN.

13063-11-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.— District of Richelieu
Richelieu, { PAUL - ÉMILE COURCHESNE,
No. 10707 } garage-keeper, domiciled at Sorel, district of Richelieu, carrying on business under the firm name and style of "Garage Cournoyer Enrg.", plaintiff; vs J.-THEODORE GIROUX, residing at Sorel, district of Richelieu, and carrying on business under the firm name and style of "Ethier Transport Enrg.", defendant.

An emplacement situate in the City of Sorel, at the Northeast corner of Phipps and Adélaïde streets, forming part of lots number one thousand and twenty-two and one thousand and twenty-three (Pt. 1022 and 1023) on the official cadaster for the City of Sorel, measuring sixty-three feet in width on Phipps street by eighty-five feet in depth on Adélaïde street, the whole more or less, bounded in front by Phipps street, in depth by another part of Nos. 1022 and 1023 belonging to Joseph Lapointe, on the North side, by another part of said No. 1022 belonging to Albert Grenon and on the South side by Adélaïde street—with buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the Court House, in the City of Sorel, on the SIXTEENTH of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Sorel, March 12th, 1946.
[First insertion, March 16th, 1946.]

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff.

13063-11-2

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 864

Québec, le 9 mars, 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur de la région de Sherbrooke.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des barbiers du district de Saint-François a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des

Order in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 864

Quebec, March 9th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Barbers for the district of St. Francis has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2163,

modifications au décret numéro 2163, du 20 août 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 janvier 1946;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre ladite requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU que le Conseil régional du travail a approuvé les amendements proposés dans la dite requête et a ordonné à tous et à chacun des employeurs concernés de s'y conformer, par décision rendue à sa séance du 15 janvier 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2163, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article I est remplacé par le suivant:

"I.—*Définitions*:—Pour les fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.—Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, seule ou en société, et pour son ou leur propre bénéfice.

n.—Le mot "barbier" désigne toute personne qui fait la barbe, coupe, tond, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, donne des messages, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

c.—Les mots "coiffeur", "coiffeuse" désignent toute personne qui

1) exerce l'art d'arranger, de friser, d'onduler, de mettre en plis, de tresser, de griller, de coiffer, de décolorer ou de teindre les cheveux ou qui traite le cuir chevelu;

2) fait, transforme, ajuste des perruques ou des toupets;

3) au moyen de manipulation ou à l'aide de quelque appareil ou par l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes, poudres, huiles, glaise, nettoie, stimule, manie, met en mouvement, embellit ou traite de quelque façon semblable, la tête, le visage, le cou, les bras, les mains ou les ongles.

d.—Le terme "ondulation permanente" désigne la cuite du cheveu accompagnée ou non d'une ondulation à l'eau.

e.—Les termes "boutique de barbier", "salon de barbier", "salon de coiffure", "salon de beauté" désignent tout endroit où l'on pratique les métiers de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse et tout endroit où l'on apprend lesdits métiers.

f.—Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, tel que défini aux paragraphes "b" et "c" du présent article.

g.—Quiconque loue, sous-loue, achète à un prix réel ou nominal une ou des chaises de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, du matériel des accessoires ou un espace dans le but d'exercer le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse est en tous points classifié comme salarié.

Note: Le barbier, le coiffeur ou la coiffeuse peuvent donner des massages exclusivement faciaux.

2° L'article II est modifié de la façon suivante:

i) Les mots "a.—Pour le métier de barbier"—sont ajoutés immédiatement après les mots *Juridiction territoriale*."

ii) L'alinéa suivant est ajouté:

"Le présent décret, pour le métier de barbier, s'applique également à la ville de Mégantic et au village de Disraeli et au territoire compris dans

of August 20th, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in Sherbrooke district;

WHEREAS the said request has been published in the issue of January 12th, 1945, of the *Quebec Official Gazette*

WHEREAS one objection has been made against the said request and it was submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS the Regional Labour Board, by a decision taken at its meeting of January 15th, 1946, has approved the amendments contained in the said request and has ordered each and every employer concerned to abide by them;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2163, be amended as follows:

1. Section I is replaced by the following:

"I.—*Definitions*:—For the purposes of the present decree, the following words will have the meaning hereafter given to them:

a.—The word "artisan" means any person plying the barber or male or female hairdresser trade, alone or in partnership, and for his own benefit.

b.—The word "barber" means any person who shaves, who cuts, clips, fixes, refreshes and sings the hair, shampoos the head, gives massages and manicures, embellishes the face, the skin, the hands, the hair or scalp.

c.—The words "hairdresser" (male or female) mean any person who:

1) is engaged in the art of trimming, curling, waving, finger waving, braiding singeing, dressing, discolouring or dyeing the hair or of giving scalp treatments;

2) makes, changes or fits wigs or "toupets";

3) by means of manipulation, or with some device or cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams, powders, oils or clay, cleans, stimulates, shakes, embellishes or treats in some similar way the head, the face, the neck, the arms, the hands or the finger nails.

d.—The words "permanent wave" mean the baking of the hair with or without a water wave.

e.—The words "barber shop", "hairdressing parlour", "beauty parlour" mean any place where the barber or hairdresser trades are carried on and any place where such trades are learned.

f.—The word "apprentice" means any person who learns the barber or hairdresser trade, as defined in subsections "b" or "c" of the present section.

g.—Anyone who rents, subrents, buys at an actual or nominal price one or more barber or hairdresser chairs, material, equipment or a certain space for the purpose of plying the barber or hairdresser trade is, for all purposes, considered as an employee.

Note: The barber and the hairdresser (male or female) may give massages which are exclusively facial."

2o. Section II is amended as follows:

i) The words "a.—For the barber trade"—are added after the words *Territorial jurisdiction*."

ii) The following paragraph is added:

"The present decree, in respect of the barber trade, also applies to the town of Mégantic and to the village of Disraeli, and to the territory

un rayon de cinq (5) milles de leurs limites."

iii) Le paragraphe suivant est ajouté:

"b.— Pour les métiers de coiffeur et de coiffeuse: — La juridiction territoriale du présent décret comprend la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites et la ville de Mégantic et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites."

3° Les alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe "a" de l'article III:—

"9.— Disraëli et un rayon de cinq (5) milles de ses limites:

Lundi: 8.30 a.m. à midi;

Mardi, mercredi et jeudi: 8.30 a.m. à 8.00 p.m.;

Vendredi, samedi et veilles des fêtes chômées: 8.30 a.m. à 10.00 p.m."

"10.— Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Vendredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Samedi et veilles de fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

4° L'article III-A suivant est ajouté:

"III-A.— *Durée du travail*: — i.— Pour toutes les opérations du métier de coiffeur ou de coiffeuse, les heures de travail sont réparties de la façon suivante:

1.— Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites:

Lundi: 9.00 a.m. à 7.30 p.m.;

Mardi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Mercredi et vendredi: 9.00 a.m. sans limite;

Samedi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m. précises.

Cependant, tout travail — excepté le samedi — commencé pendant la durée des heures spécifiées ci-haut peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi-heure.

2. Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Vendredi et veilles de fêtes chômées: 8.00 a.m. sans limites;

Samedi: 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

Tout travail commencé durant les heures spécifiées ci-haut peut se prolonger pendant une heure supplémentaire les lundi, mardi, mercredi et jeudi et pendant deux heures supplémentaires le samedi.

ii.— Il n'y a pas de limites d'heures de travail durant les deux semaines précédant Pâques et jusqu'au 15 juillet inclusivement, de même que du 15 décembre au 6 janvier inclusivement, le dimanche excepté.

iii.— Il n'y a pas de travail pour les coiffeurs et les coiffeuses les jours de fêtes chômées énumérés au paragraphe "e" de l'article III. De plus le 2 janvier, le lundi de Pâques, le 24 mai et le 26 décembre doivent également être chômés."

5° L'alinéa suivant est ajouté à la fin du paragraphe "d" de l'article IV:

"Tous les services du métier doivent être payés comptant et au complet."

6° Le paragraphe "e" suivant est ajouté à l'article IV:

"e.— *Dispositions spéciales relatives aux coiffeurs et aux coiffeuses*:

1. Le salaire minimum des coiffeuses est de \$12.50 par semaine, ou de \$2.50 par jour, plus 10% des recettes de leur travail.

2. Après un an de service, tout salarié a droit à une semaine de vacances entre le 1er mai et le 1er décembre; il doit toutefois donner un avis

comprised in a radius of five (5) miles from their limits."

iii) The following subsection is added:

"b.— For the male and female hairdresser trades:— The territorial jurisdiction of the present decree comprises the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits and the town of Megantic and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits."

3o. The following paragraphs are added to subsection "a" of section III:

"9.— Disraëli with a radius of five miles from its limits:

Monday: 8.30 a.m. to 12.00 (noon).

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.30 a.m. to 8.00 p.m.

Friday and Saturday and holiday eves: 8.30 a.m. to 10.00 p.m."

"10.— Megantic with a radius of five miles from its limits:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

4o. The following section III-A is added:

"III-A.— *Duration of Labour*: — i.— For all the operations of the barber or hair dresser trade, the hours of work are distributed as follows:

1.— Sherbrooke with a radius of ten miles from its limits:

Monday: 9.00 a.m. to 7.30 p.m.

Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday and Friday: 9.00 a.m. no limit.

Saturday: 8.00 a.m. to exactly 6.00 p.m.

However, any work — except on Saturday — begun during the hours specified above may be finished, but such overtime shall not exceed one half-hour.

2.— Megantic with a radius of five miles from its limits:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.00 a.m., no limit.

Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

Any work begun during the hours mentioned above may be continued for one overtime hour on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday; and for two overtime hours on Saturday.

ii.— There will be no limitation of the working hours during the two weeks preceding Easter and until July 15th inclusive the same provision applies to the period from December 15th to January 6th inclusive, excepting Sunday.

Hairdressers will not work during the holidays mentioned in subsection "e" of section III.

Moreover, no work is to be performed on the following days: January the 2nd, Easter Monday, May 24th and December 16th."

5o. The following paragraph is added at the end of subsection "d" of section IV:

"All trade services must be paid completely and in cash."

6o. The following subsection "e" is added to section IV:

"e.— *Special provisions respecting male and female hairdressers*:

1. The minimum wages of female hairdressers is \$12.50 per week or \$2.50 per day, plus 10% of the receipts of their work.

2. After one year of service, every employee is entitled to one week of vacation between May 1st and December 1st; he shall, however, notify

d'au moins sept (7) jours à son employeur de la date à laquelle il se propose de prendre lesdites vacances.

3. Tout salarié a droit à une heure pour le dîner et à une heure pour le souper, lorsqu'il y a du travail après sept heures du soir.

4. Tous les jours de fêtes chômées doivent être payés, c'est-à-dire qu'il ne doit pas y avoir de réduction de salaire.

7o Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"a.— Aucun apprenti barbier ou coiffeur n'est accepté avant seize ans révolus; il doit avoir terminé sa sixième année de cours élémentaire. Cependant, l'apprenti coiffeur doit fournir son certificat de huitième année de cours élémentaire et n'être pas plus âgée que vingt-huit (28) ans."

13044-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

his employer seven (7) days before the date he has chosen for his vacation.

3. Every employee is entitled to one hour off for the noon meal and to another hour for the evening meal when working after 7.00 p.m.

4. All holidays must be paid, meaning that there must be no wage reduction."

7o Subsection "a" of section V is replaced by the following:

"a.— No apprentice-barber or hairdresser is accepted before sixteen years of age; he must have terminated the sixth year of the primary course. However, the female apprentice-hairdresser must furnish her eight-year certificate of the primary course and not be older than twenty-eight (28) years."

13044-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

"ADVANCE STYLE INC."

Extrait des minutes d'une assemblée de directeurs de la compagnie "Advance Style Inc." tenue au siège social de la compagnie à Montréal, le 17 janvier 1946, à 3.00 p. m. :

"Sur proposition faite par M. Max Laskin, le règlement suivant a été passé unanimement : Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre directeurs. Passé unanimement."

Nous certifions, par les présentes, que ceci est une copie conforme et exacte du règlement passé en ce jour par le bureau de direction de la compagnie Advance Style Inc.

13064 Le Président,
M. LASKIN.
Le Secrétaire,
I. TARAS

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 28 février 1946, le "Syndicat Catholique des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Québec, Inc." a été autorisé à changer son nom en celui de "L'Association des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Québec, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S. R. Q., 1941, chap. 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Chartes — Abandons de

RENÉ LINGERIE SHOPPES INC.

Avis est par les présentes donné que "René Lingerie Shoppes Inc." demandera la permission d'abandonner sa Charte conformément à l'article 26 de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 26ième février, 1946.
Le Procureur de la Compagnie,
PHILIP MEYEROVITCH.

13002-o

Miscellaneous Notices

"ADVANCE STYLE INC."

Extract from the Minutes of Meeting of Directors of "Advance Style Inc.", held at the head office of the Company in Montreal, on January 17th, 1946, at 3.00 P. M. :

"Upon motion made by Mr. Max Laskin, the following by-law was unanimously passed : "That the number of Directors of the Company be increased from three to four Directors. Passed unanimously."

We hereby certify this to be a true and exact copy of the by-law passed this day by the Board of Advance Style Inc.

13064-o M. LASKIN,
President.
I. TARAS,
Secretary.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given, that by Order in Council dated February 28th, 1946, the "Syndicat Catholique des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Québec, Inc.", has been authorized to change its name to that of "L'Association des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Québec, Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (R. S. Q. 1941, chap. 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th of March, 1946.

13066 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Charters — Surrenders of

RENÉ LINGERIE SHOPPES INC.

Notice is hereby given that "René Lingerie Shoppes Inc." will make application under Section 26 of the Quebec Companies Act for leave to surrender its Charter.

Montréal, February 26th, 1946.
PHILIP MEYEROVITCH,
Attorney for the Company.

13002-o

HOME INDUSTRIES LTD

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, telle qu'amendée, Home Industries Ltd donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur Général ou à l'Assistant Procureur général et à l'honorable Ministre des Affaires Municipales, du Commerce et de l'Industrie pour qu'ils acceptent l'abandon de sa charte et en ordonnent son annulation, et fixent une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P. Q., le 7 mars, 1946.

Le Secrétaire,
W. P. CREAGH.

13017-o

AVIS LÉGAL

Prenez avis que la compagnie Decarie Realities Inc., constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 12 mars 1946.

Les Procureurs de la requérante,
FITCH & LANDE.

13055

AVIS LÉGAL

Prenez avis que la compagnie Solmax Realities Inc., constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 12 mars 1946.

Les Procureurs de la requérante,
FITCH & LANDE.

13056

AVIS LÉGAL

Prenez avis que la compagnie St. Denis Realities Inc., constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 12 mars 1946.

Les Procureurs de la requérante,
FITCH & LANDE.

13057

HOME INDUSTRIES LTD

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, as amended, Home Industries Ltd hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General or Deputy Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P. Q., March 7th, 1946.

W. P. CREACH,
Secretary.

13017-o

LEGAL NOTICE

Take notice that Decarie Realities Inc., incorporated under the laws of the Province of Quebec, is applying to the Lieutenant Governor for leave to surrender its charter.

Montreal, March 12th, 1946.

FITCH & LANDE,
Attorneys for Applicant.

13055-o

LEGAL NOTICE

Take notice that Solmax Realities Inc., incorporated under the laws of the Province of Quebec, is applying to the Lieutenant Governor for leave to surrender its charter.

Montreal, March 12th, 1946.

FITCH & LANDE,
Attorneys for Applicant.

13056-o

LEGAL NOTICE

Take notice that St. Denis Realities Inc., incorporated under the laws of the Province of Quebec, is applying to the Lieutenant Governor for leave to surrender its charter.

Montreal, March 12th, 1946.

FITCH & LANDE,
Attorney for Applicant.

13057-o

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 11

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Hustis vs Brodrigue 802

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

858 — Comité paritaire des barbiers et
coiffeurs de la juridiction de St-Hya-
cinthe 802
864 — Métiers de barbiers et de coiffeurs
de la région de Sherbrooke 839
865 — Industrie du bois ouvré dans la
région de Québec 803
866 — Fabrication des boîtes de carton
gaufre dans la province de Québec. . 804
867 — Industrie et métiers de la cons-
truction dans la région de Montréal 804

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 11

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Hustis vs Brodrigue 802

ORDERS-IN-COUNCIL:

858 — Barbers' and Hairdressers' Pari-
ty Committee, Jurisdiction of St. Hy-
acinthe 802
864 — Barber and Hairdresser Trades
in the District of Sherbrooke 839
865 — Wrought Wood Industry in
Quebec District 803
866 — Manufacturing of Corrugated Pa-
per Boxes in the Province of Quebec. 804
867 — Construction Industry and Tra-
des in Montreal District 804

ASSEMBLÉE:

La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières	805
---	-----

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

801	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	801
-----	-------------------------------	-----

AVIS DIVERS:

Advance Style Inc. (Directeurs)	842
Almaville, paroisse de (Non changé) ..	805
Association des Employés de Pariseau Frères Limitée (Formation)	806
Canadian Ukrainian Greek Orthodox Church of Saint George (Demande d'incorporation)	809
Collège Marie de France (Directeurs) ..	807
Collège Marie de France (Règlements) ..	807
Coopérative d'Électricité de Shipton-Kingsey (Formation)	807
Eastern Hair Limitée (Directeurs)	806
Home Industries Ltd. (Distribution de l'actif)	806
La Société d'Habitation Familiale de Québec Inc. (Directeurs)	810
L'Association des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Québec, Inc. (Nom Changé)	842
Le Syndicat de l'U.C.C. de Béarn (Formation)	810
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Élisabeth (Formation)	809
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André-de-Matapédia (Formation)	805
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ephrem (Formation)	810
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix d'Otis (Formation)	809
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-François-de-Beauce (Formation)	810
Montmorency, village de (Obtention de lettres patentes)	807
St-Adelphe, paroisse de (Rachat d'obligations)	811
St-Denis de la Rivière Chambly, paroisse de (Rachat d'obligations)	805
St-Pierre, ville de (Règlement)	808
The First Church of the Nazarene (Demande d'incorporation)	809

CHARTES — ABANDON DE:

Decarie Realities Inc.	843
Home Industries Ltd.	843
Rene Lingerie Shoppes Inc.	842
Solmax Realities Inc.	843
St. Denis Realities Inc.	843

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Amiot, Ludger Craig	811
Brigel, Dr. Samuel David	812
Commissaires d'Écoles de St-Germaine du Lac Etchemin	813
Cap-de-la-Madeleine, cité du	813
Congrégation du St-Esprit	811
L'Association des Auditeurs Publics Accrédités de Québec — The Association of Accredited Public Auditors of Quebec	813
Radakir, Paul.	812
St-Basile, municipalité de <i>et al.</i>	814
Succession Hon. C. S. Rodier	811
Succession Hon. Lawrence Alexander Wilson	812
Trois-Rivières, cité des	812

MEETING:

The Alma & Jonquières Railway Co..	805
------------------------------------	-----

MISCELLANEOUS NOTICES:

Advance Style Inc. (Directeurs)	842
Almaville, parish of (Name changed) ..	805
Association des Employés de Pariseau Frères Limitée (Formation)	806
Canadian Ukrainian Greek Orthodox Church of Saint George (Application for incorporation)	809
Collège Marie de France (Directors) ..	807
Collège Marie de France (By-laws) ..	807
Coopérative d'Électricité de Shipton-Kingsey (Foundation)	807
Eastern Hair Limited (Directors)	806
Home Industries Ltd. (Distribution of the assets)	806
La Société d'Habitation Familiale de Québec Inc. Directors)	810
L'Association des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Québec, Inc (Name changed)	842
Le Syndicat de l'U.C.C. de Béarn (Formation)	810
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Élisabeth (Formation)	809
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-André-de-Matapédia (Formation)	805
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ephrem (Formation)	810
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Félix d'Otis (Formation)	809
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-François-de-Beauce (Formation)	810
Montmorency, village of (Application for letters patent)	807
St-Adelphe, parish of (Redemption of bonds)	811
St-Denis de la Rivière Chambly, parish of (Redemption of bonds)	805
St-Pierre, town of (By-law)	808
The First Church of the Nazarene (Application of incorporation)	809

CHARTERS — SURRENDER OF:

Decarie Realities Inc.	843
Home Industries Ltd.	843
Rene Lingerie Shoppes Inc.	842
Solmax Realities Inc.	843
St. Denis Realities Inc.	843

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Amiot, Ludger Craig	811
Brigel, Dr. Samuel David	812
School Commissioners of Ste-Germaine du Lac Etchemin	813
Cap-de-la-Madeleine, city of	813
Congregation of the Holy Ghost	811
The Association of Accredited Public Auditors of Quebec — L'Association des Auditeurs Publics Accrédités de Québec	813
Radakir, Paul	812
St-Basile, municipality of <i>et al.</i>	814
Estate of Hon. C. S. Rodier	811
Estate of Hon. Lawrence Alexander Wilson	812
Trois-Rivières, city of	812

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole d'Albertville	814
Société Coopérative des Producteurs de Dindons de Frontenac	814

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Beauport-Est, munic. scolaire de	815
Deshaies, munic. scolaire de	815
Hébertville, munic. scolaire du village de	815
Lac Tiblemont, munic. scolaire de	816
Notre-Dame-de-la-Salette, munic. scolaire de	816
St-Faustin, munic. scolaire de	816
St-Liboire, munic. scolaire de la paroisse de	815
St-Wenceslas, munic. scolaire de	814

TRAVAIL:

Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal (Prolongation de prélèvement)	822
Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec (Prélèvement) ..	816
Comité paritaire de l'industrie du lait de Québec (Prélèvement)	819
Comité paritaire des employés de commerce et de bureau, région du Lac St-Jean (Prélèvement)	818
Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec (Prélèvement)	821
Employés de garage dans les cités de Québec et Lévis et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency (Avis) ..	823
Employés des services extérieurs de la cité de Québec (Erratum)	822
Institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de St-Hyacinthe (Avis)	823
Métiers de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Lavolette, Champlain et Trois-Rivières (Avis)	823
Métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle (Avis)	824
Tanneries et corroieries dans la province de Québec (Avis)	824

MINUTES DE NOTAIRES:

Gilbert, Marcel	825
-----------------------	-----

NOMINATIONS:

Commissaire d'écoles	825
Diverses.	825

PROCLAMATIONS:

Concernant la Cour du Banc du Roi siégeant en matière criminelle, district de Montréal	827
Concernant le règlement numéro 109 de la paroisse de St-Antoine de Longueuil	826

SIÈGES SOCIAUX:

Bellefeuille & Cheney Ltée	828
Green Meadow Dairy Farm Ltd	828
Lady Davis Foundation.	829

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole d'Albertville	814
Société Coopérative des Producteurs de Dindons de Frontenac	814

EDUCATION:

Beauport-East, school munic. of	815
Deshaies, school munic. of	815
Hébertville, school munic. of the village of	815
Lac Tiblemont, school munic. of	816
Notre-Dame-de-la-Salette, School munic. of	816
St-Faustin, school munic. of	816
St-Liboire, school munic. of the parish of	815
St-Wenceslas, school munic. of	814

LABOUR:

Building Trades Joint Committee of Montreal (Extension of levy)	822
Parity Committee of the Baking Industry of Quebec (Levy)	816
Parity Committee of the Milk Industry of Quebec (Levy)	819
Parity Committee of Commerce and Office Employees, Lake St. John District (Levy)	818
Joint Committee of the Hardware Trade Quebec District (Levy)	821
Garage Employees in the Cities of Quebec and Lévis and the counties of Quebec, and Lévis Montmorency (Notice)	823
Employees of the Exterior Services of the City of Quebec. (Erratum)	822
Religious Institutions, Hospitals and Educational Establishments in the District of St-Hyacinthe (Notice) ...	823
Construction Trades in the Counties of Maskinongé, St-Maurice, Lavolette, Champalin and Trois-Rivières (Notice)	823
Building Trades in the Counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle (Notice)	824
Tanning and Currying Industry in the Province of Quebec (Notice)	824

NOTARIAL MINUTES:

Gilbert, Marcel	825
-----------------------	-----

APPOINTMENTS:

School Commissioner	825
Miscellaneous.	825

PROCLAMATIONS:

Concerning the Court of King's Bench (Crown Side), District of Montreal .	827
Concerning By-Law No. 109 of the Parish of St-Antoine de Longueuil	826

HEAD OFFICES:

Bellefeuille & Cheney Ltée	828
Green Meadow Dairy Farm Ltd	828
Lady Davis Foundation.	829

The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd		828	The Laurentian Hotel Co. of Montreal Ltd		828
Valcraft Limited		829	Valcraft Limited		829
VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:			SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:		
Canadian Pacific Railway Company ...		829	Canadian Pacific Railway Company ...		829
VENTES, LOI DE FAILLITE:			SALES, BANKRUPTCY ACT:		
Girard, Arcade.		829	Girard, Arcade.		829
Le Foyer Idéal Ltée — (Family Ideal Home Ltd) ...		830	(Family Ideal Home Ltd.) — Le Foyer Idéal Ltée.		830
VENTE PAR LICITATION:			SALE BY LICITATION:		
Picard <i>et al</i> vs Picard <i>et al</i>		832	Picard <i>et al</i> vs Picard <i>et al</i>		832
VENTES POUR TAXES:			SALE FOR TAXES:		
Bégin, canton de		834	Bégin, township of		834
Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de		835	Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of		835
VENTES PAR SHÉRIFS:			SHERIFFS' SALES:		
BEDFORD:			BEDFORD:		
Vallières vs Dufresne		836	Vallières vs Dufresne		836
CHICOUTIMI:			CHICOUTIMI:		
Desbiens <i>et vir</i> vs Ouellet.		836	Desbiens <i>et vir</i> vs Ouellet.		836
Therriault <i>et vir</i> vs Gagné.....		836	Therriault <i>et vir</i> vs Gagné		836
GASPÉ:			GASPÉ:		
Lepage <i>et vir</i> vs Lemieux.....		837	Lepage <i>et vir</i> vs Lemieux.....		837
Wm. Hyman & Sons Limited vs Elément Jr.		837	Wm. Hyman & Sons Limited vs Elément Jr.....		837
HULL:			HULL:		
DeLaval Co. Ltd. vs Bédard.....		838	DeLaval Co. Ltd. vs Bédard.....		838
MONTREAL:			MONTREAL:		
Gordon vs Kirschberg <i>et al</i>		838	Gordon vs Kirschberg <i>et al</i>		838
RICHELIEU:			RICHELIEU:		
Courchesne vs Giroux		839	Courchesne vs Giroux		839